

L'A FFRANCHI

Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 9 OCTOBRE - NOVEMBRE

1994

PARAIT TROIS FOIS PAR AN

SUISSE

**Contre le racisme et
l'extrême-droite...**

U.S.A.

**Liberté pour
Leonard Pelletier**

EX-U.R.S.S.

**Entretien avec
Vadim Damier**

La F.O.R.A.

**Anarchisme ouvrier
contre
"syndicalisme
révolutionnaire"**

VINGRAU

**Un petit village
gaulois...
contre une
multinationale
suisse**



Éditorial

Par Errico Bonnetête

LE 25 septembre dernier le conseil fédéral affichait une satisfaction modérée. Après plusieurs échecs retentissants (casques bleus, espace économique européen...) il se découvrait gagnant d'une manche qu'il n'avait jouée qu'à contrecœur et sans enthousiasme. Une petite majorité de votants (54%) lui avait finalement fait confiance en acceptant une loi

L'AFFRANCHI

Périodique des Amis de
l'Association Internationale Travailleurs

Editeur Responsable
André Bösiger

Pour toute correspondance



Réflexions Sociales
Case postale 172
1000 Lausanne 6 Ouchy
SUISSE

Abonnements

5 numéros 20 Frs (80FF)

Versements

André Bösiger
ccp 12-17661-5
CH-1227 Carouge GE

PROU!! INDIFERENCIA



COMBAT & RACISME

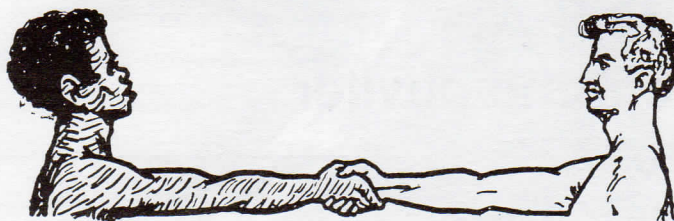
contre le racisme... ce n'était pas gagné d'avance.

L'extrême-droite, qui avait lancé le référendum contre cette loi, a donc échoué. Il ne sera plus permis, désormais, d'interdire aux noirs, par exemple, l'accès d'un établissement public, comme on l'a vu récemment à Lausanne. Et les fascistes et nazis de tous bords ne devraient plus pouvoir utiliser la Suisse comme sanctuaire, pour l'édition de leur "littérature" raciste ou négationniste de l'holocauste. Le racisme va-t-il reculer pour autant ? Qu'on nous permette d'en douter.

DANS ce pays, nous savons que le ciment social repose sur une division "subtile" entre des citoyens de première et de deuxième classe. Malheureusement cette division ne s'opère pas uniquement par des contradictions économiques. Nous pouvons dire qu'une grande partie des exploités autochtones s'identifie à la classe dominante, laissant volontiers fond de cale aux étrangers.

A l'occasion de cette dernière votation, le gouvernement s'est trouvé partagé entre sa gestion des conflits internes au pays et la nécessité d'harmoniser la législation suisse à celle

des autres états. Pour le pouvoir, il s'agissait avant tout d'une pièce dans l'arsenal de celles qui restent à élaborer en vue de rendre la Suisse eurocompatible. Mais la classe politique de ce pays n'est pas antiraciste. Par un retour de balancier, elle se prépare à défendre la loi fédérale sur les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers. Celle-ci, soumise à référendum par une partie de la gauche, donnera lieu à une votation le 4 décembre prochain. Cette nouvelle loi vise à rendre la situation des étrangers extrêmement difficile. Elle prévoit la possibilité d'interner les



Contre le racisme et l'extrême-droite...

étrangers en situation irrégulière pour des durées allant de trois mois à un an. Pour cela, de simples infractions, le soupçon d'un délit, «si l'étranger enfreint les règles non écrites de la cohabitation sociale», ou s'il n'est pas entré en Suisse avec les documents exigés par les autorités suisses, sont des raisons suffisantes.

LA riposte référendaire de la gauche et de certains milieux chrétiens, écologistes... nous paraît bien mal barrée. L'image du faux réfugié vendeur de drogue au Letten, qu'on nous projette depuis des mois, a préparé le terrain. Tout porte à croire que la campagne qui précédera la votation du 4 décembre, offre une nouvelle occasion aux racistes de s'exprimer en force dans les médias, avec le soutien du gouvernement cette fois-ci !

Ce qui a été marquants et inquiétant durant la campagne sur la loi antiraciste, c'est le fait que les théoriciens de l'extrême-droite sont apparus comme des gens de bonne compagnie. Des personnes qui exprimaient des opinions honorables. L'outil publicitaire de la démocratie semi-directe leur réussit plutôt bien. Cela n'est pas très surprenant. Ce système a pour effet de fausser les débats et les rapports de force. D'une manière générale les votants sont désinformés. Sondages en grandeurs nature, les votations reflètent l'idéologie dominante, soit le patriotisme et le nationalisme... et du nationalisme à la xénophobie et au racisme il n'y a qu'un pas, que beaucoup ont déjà franchi.

POUR l'instant, l'extrême-droite se sent à l'aise, elle semble avoir choisi, dans sa majorité, une voie légale. La démocratie semi-directe lui permet de se constituer une base sociale pour influencer la

politique gouvernementale, sans subir les inconvénients d'une gestion consensuelle de l'appareil d'état. Ceux qui se situent à la gauche des socialistes peuvent-ils bénéficier de la même manière de l'utilisation de la démocratie semi-directe ? Oui, sans doute, pour ceux qui sont bien placés pour rentabiliser l'appui concédé à l'un ou l'autre des différents courants du P.S. Dans une perspective d'insertion institutionnelle, une telle politique peut apporter certains bénéfices. Par contre, pour ceux qui travaillent à la constitution d'un pôle de rupture anticapitaliste et libertaire, l'instrument du référendum (et de l'initiative populaire) est de plus en plus contre-productif. Plutôt que de le répéter, nous devons montrer qu'il est possible de résister sur un autre terrain. La manifestation antiraciste du 22 octobre à Berne, organisée volontairement un mois après la votation sur ce thème, témoigne de la volonté d'un certain nombre de collectifs de refuser les échéances politiques

imposées par les votations. Nous espérons que ce premier pas débouche sur le renforcement des réseaux de résistance qui se constituent peu à peu.

Si le "Suisse moyen" a tendance à adhérer aux arguments xénophobes qui prétendent que ce pays ne peut plus accepter de réfugiés ou que les étrangers mangent le pain des Suisses, il est arrivé (et il arrivera encore espérons-le) qu'il manifeste concrètement sa solidarité quand ce sont ses voisins demandeurs d'asile, son collègue de travail, son boulanger ou son camarade de classe qui sont expulsés (ou demain détenus administrativement).

CE n'est pas dans le secret de l'isolement que l'on apprend la solidarité, mais dans la lutte de tous les jours, là où l'on vit, en brisant l'isolement et le "chacun pour soi" dans lequel ce système veut nous enfermer. Cela n'est pas facile, nous le savons, mais il n'y a pas d'autre chemin.

□



Extrême-droite

UNE TENTATIVE DE RÉCUPÉRER STIRNER

Il y a des fascistes qui s'efforcent de récupérer les discours anticapitalistes et anarchistes. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il mérite d'être connu. En France, des groupes d'extrême-droite comme *Nouvelle résistance* et son mensuel *Lutte du peuple* ou l'Alliance ouvrière anarchiste et son torchon cul révisionniste intitulé *L'anarchie* (pourquoi se gêner) essaient depuis plus ou moins longtemps de réunir sous la même bannière anticapitalisme et nationalisme; ou prétendent relire des penseurs anarchistes dans une perspective autoritaire et raciste. Plusieurs d'entre-nous ont commencé à se documenter sur ce phénomène qui, bien que fort marginal, n'en n'est pas moins persistant. Notre travail de déblayage n'en n'est qu'à ces début, mais nous espérons pouvoir présenter un dossier un peu consistant sur cette engeance dans un prochain *Affranchi*. Voici déjà une première contribution à propos du journal italien *Orion*.

Lors d'un voyage à Turin, des copains me présentèrent un journal. Sur la couverture se déployait un titre en lettres rouges *Orion*. En dessous était dessinée une tête de mort coiffée d'un chapeau haut de forme et dont la gueule ouverte avalait une masse de gens. A première vue cela paraît une feuille de gauche. Sauf quelques petits détails, son aspect assez luxueux et un souci trop écologique de feuilles de papier recyclé

coincées entre une couverture en papier glacé. Après deux lignes on est fixé; le journal proclame : mort au mondialisme capitaliste et vive le nationalisme, et en avant vers le national communisme.

Mais pourquoi me présenter cette "littérature" qui ne m'intéresse que comme pièce de musée ? Tout simplement parce que j'aime bien Stirner et que les fachos tentaient de le récupérer. Ce n'est pas leur première tentative, ni leur dernière, de tordre et piller la pensée d'auteurs qui, à leur vue, se mettraient à gerber. Cela piqua ma curiosité. Je découvrais à mon retour que cette récupération — impossible si l'on pense, normale si on ne pense pas — des penseurs ou figures de l'anarchisme, de la part de ces pauvres autoritaires fascistes, se fait depuis un certain temps. On me présenta même un article où Makhno était présenté comme un leader nationaliste. De fait, les fascistes, qu'ils soient bruns ou rouges, pensent dans leur petites cervelles que si on est révolutionnaire, anticapitalistes, on est comme eux. A part qu'eux ont la vérité infuse et nous anarchistes sommes de doux rêveurs qui devrions faire cause commune. Autant pactiser avec l'Inquisition ou le F.M.I. tant qu'à faire...

Mais ce qui fait plaisir, dans le cas de l'article sur Stirner, c'est que ces petits chefs soient tombés sur un os. A la différence d'un Proudhon qui est conscient des contradictions et comme tout le monde déchiré par elles, Stirner est surtout l'homme d'un livre : *L'Unique et sa propriété*. Par là même, il

est difficile de faire avec lui le petit travail de montage, coupures, omissions qu'adorent les fascistes de tout bord. Ainsi, l'article louait la critique de la société bourgeoise et capitaliste, mais peinait à justifier la dénonciation des lois, de l'ordre moral, bref des fantômes ou entités métaphysiques qui produisent les sociétés autoritaires. C'était à la fois comique et pitoyable de voir leurs efforts désespérés de tirer à soi une pensée libertaire.

Cela me donna à réfléchir. L'identité multiforme du mouvement anarchiste peut entraîner des confusions, sauf si nous observons certaines valeurs ou croyances. Si Stirner échappe à cette récupération, ce n'est pas dû à une pureté. Il peut être débile comme tout homme et j'estime que le culte du chef idéologique relève de la maladie. On peut s'en passer, comme des dogmes. Mais pour l'anarchiste — qu'il soit communiste ou individualiste — il est une maladie qui ne le quittera que s'il abandonne l'anarchie : c'est la liberté, c'est le refus obstiné de toute autorité établie.

Les discussions peuvent être interminables pour savoir si oui ou non Stirner est anarchiste. Dans ce cas il l'est. Car il nous rappelle qui nous sommes. Nos valeurs, c'est la révolte, le respect de l'individu, une conception à la fois violente et douce de l'homme. L'anarchisme est aussi un humanisme parce qu'avant d'être une doctrine, c'est une manière, façon, d'être, d'exister. L'affranchi, le révolté, le réfractaire à l'ordre imposé par les dominants de tout poil ne peut

pas accepter de renier l'amour qu'il porte à ses frères humains. Il ne peut pas se poser comme esclave ou maître, car c'est cette hiérarchie que tue l'homme plus sûrement qu'une balle. Et cela Stirner, comme tant d'autres, nous le remémore. Cet amalgame entre l'homme et les rôles qu'une société inégalitaire — parée dans le cas du capitalisme marchand d'oripeaux de liberté — lui fait jouer, doit cesser. Le flic n'est pas con, ce sont des gens malades de pouvoir qui le rendent con. Il ne suffit pas de se dire que cela doit cesser. Il faut par tous les moyens détruire ce qui produit l'aliénation de l'homme. Le refus du chef, du parti, du sauveur, de la théorie qui explique tout est le premier pas. Quand l'enfant fait ses premiers pas, c'est pour marcher et non plus retomber à quatre pattes. Or, pour être debout, il faut non des béquilles, mais une volonté, celle d'être libres, solidaires et égaux en droits et devoirs. Pour certains, c'est de l'idéologie bourgeoise. Que les capitalistes pervertissent des aspirations légitimes, n'est pas plus étonnant que ce que font leurs petits nervis avec les penseurs de l'anarchie.

□

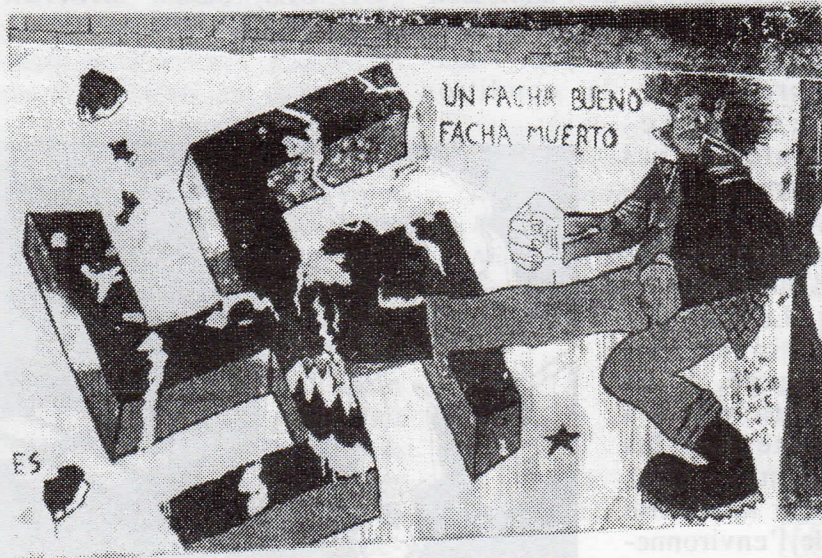
Arrestations en Suisse



DEPUIS la mi-septembre, quatre militants sont détenus en Suisse sur ordre du Ministère public fédéral. Il s'agit d'un homme et d'une femme arrêtés au Tessin et détenus à Berne. Et d'un homme et d'une femme arrêtés et détenus à Genève. Au moment de leur arrestation, ces personnes ont été accusées par

la presse d'avoir participé à un attentat contre la centrale nucléaire de Crey-Malville en 1982. Ensuite, le Ministère public a porté contre elles des accusations très graves : assassinats et tentatives d'assassinat. Ces accusations reposeraient sur des fiches fournies par les anciens services secrets de pays de l'Est, en particulier de la police politique de l'ex-RDA. Selon ces documents, les personnes arrêtées auraient appartenu au groupe "Carlos".

Peut-on accorder un quelconque crédit à ces "renseignements" ? C'est la question que posent les collectifs qui, tant au Tessin qu'à Genève, se mobilisent en défense de ces militants. Et on nous rappelle, bien à propos, que les fiches de la police politique helvétique contenaient des informations totalement farfelues dans les fiches de citoyen(ne)s parfaitement honorables ? Qui nous prouve que les fiches des





anciennes dictatures de l'Est n'ont pas été truquées, manipulées ? Que leur contenu n'est pas sorti de l'imagination fertile d'un bureaucrate zélé ?

Nous avons reçu un communiqué de presse de la Croix Noire Anarchiste du Tessin qui explique que l'un des militant arrêté dans ce canton a déjà été persécuté antérieurement, à plusieurs reprises, par la magistrature. Il a été arrêté en 1975 à Zurich, dans le cadre d'une enquête qui c'est terminée par un non lieu en 1978 (...). En 1981, il est détenu en Allemagne illégalement; en parallèle, il est recherché en Italie pour des raisons politiques. Il sera libéré neuf mois plus tard, avec de plates excuses et ne sera pas extradé vers l'Italie au vu de l'absence de consistance des accusations portées contre lui. La Croix Noire Anarchiste se demande si cette manie de persécution contre ce militant n'aurait pas quelque chose à voir avec un élément que relevait à l'époque le journal zurichois *Tages-Anzeiger* pour qui : «les mésaventures judiciaires de X ont surtout une raison : il s'agit d'un citoyen encombrant. Tellement encombrant dans son engagement politico-social et libertaire, (...) qu'il continue à déranger quelqu'un».

A Genève, une assemblée regroupant des militants antinucléaires, écologistes, féministes, syndicalistes, pacifistes, anti-impérialistes, antiracistes, squatters ainsi que des

par : Contratom, la Ligue des Droits de l'Homme, SolidaritéS (liste encore provisoire...). Cette assemblée a convoqué une manifestation qui a regroupé près de mille personnes le samedi 8 octobre.

Nous reprenons ci-dessous une partie du tract d'appel à cette manifestation qui donne une idée de la personnalité des militants genevois arrêtés et du contenu de la campagne de soutien qui se développe actuellement.

«Ces deux Genevois kidnappés par la police fédérale, qui sont-ils ? Nous avons décidé de ne pas dire leur nom pour ne pas ajouter d'autres ennuis à ceux que leur procure un séjour à Champ-Dollon.

Elle, depuis plus de vingt ans, est engagée professionnellement et personnellement dans de multiples activités au service de l'enfance et de l'adolescence. Elle a participé à de nombreuses initiatives pour l'amélioration de la condition féminine.

Toutes ces formes d'expression sont empreintes d'humanisme.

Lui, militant antinucléaire engagé, a participé à toutes les campagnes pour la défense de l'environnement. Il a

collègues de travail et amis proches des deux personnes arrêtées dans ce canton, s'est réunie le 29 septembre.

Soutenue

consacré toute son énergie à promouvoir le pacifisme et l'antiracisme. Il a participé à chaque nouvel espace de vie qui s'est créé à Genève.

Ni elle, ni lui, n'ont besoin de l'ombre (fut-ce celle de la prison) pour défendre leurs idées.

Compte tenu de ce que nous savons de nos amis qui ont toujours défendu leurs convictions au grand jour, nous sommes persuadés qu'il et elle sont innocents des attentats qu'on veut leur attribuer. Nous demandons leur libération immédiate. Eux seuls, librement, pourront se défendre totalement contre les énormités de l'accusation. Actuellement au secret, ils sont soumis au régime inquisitoire de la procédure pénale fédérale : phase d'enquête policière de durée indéterminée sans présence d'avocat aux interrogatoires. Cette situation (...) est d'autant plus inadmissible qu'aucun élément concret n'a été établi à charge des inculpés, ce que le Ministère public fédéral a avoué. Dans ces conditions, leur arrestation et leur maintien en détention ne constituent qu'un moyen d'intimidation et de pression.

POUR LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE NOS DEUX AMIS ET DES DEUX MILITANTS TESSINOIS». □



Entretien avec Vadim Damier

par les Amis de l'A.I.T.

Nous avons rencontré Vadim Damier à la fin du mois de juin, lors de son bref séjour à Lausanne. L'interview qu'il nous a accordée constitue un complément indispensable au dossier sur l'anarchisme en Russie que nous avons publié dans l'Affranchi n°8.

Membre de l'Initiative des anarchistes révolutionnaires (IREAN) de Moscou, un groupe appartenant à la Fédération des anarchistes révolutionnaires (FRAN), Vadim travaille activement, avec d'autres compagnons, à la constitution d'une section de l'AIT dans l'ex-URSS. Le regard qu'il porte sur l'évolution politique de son pays, n'occulte pas les difficultés rencontrées par les anarcho-syndicalistes et les anarchistes en général. C'est cette lucidité, peu répandue à notre avis dans le milieu libertaire, qui fait la valeur de sa contribution.

— *Peux-tu faire une évaluation de la situation politique actuelle en ex-URSS ?*

— Je préfère expliquer la situation politique de la Russie, parce que la situation politique des autres républiques de l'ex-URSS est assez différente, bien que l'on puisse noter des évolutions simultanées. Je pense que l'exemple de la Russie illustre bien ces tendances.

En Russie jusqu'au coup d'Etat d'Eltsine, en septembre-octobre de l'année dernière, il y avait trois courants principaux au sein de la bureaucratie, de la classe au pouvoir.

Le premier courant était constitué par une partie de la bureaucratie, des mafias et une partie de l'appareil gouvernemental lui-même. Il s'agissait de gens qui avaient de bonnes relations avec le capital international et qui représentaient, en Russie même, l'intérêt du capital spéculatif, des mafias, mais pas celui du capital industriel. C'est important de le noter : ces gens acceptent les programmes du Fond monétaire

international (FMI) qui ont pour objectif de détruire l'industrie russe, car leurs intérêts ne se situent pas dans le secteur de l'industrie, mais dans celui des changes, de la spéculation etc. C'était le milieu du président jusqu'au coup d'état. Ce courant a favorisé la privatisation au moyen de «vouchers» (chèques de privatisation) et par la vente libre des actions, acceptant tous les programmes de destruction de l'industrie, les banqueroutes des usines non rentables...

Le deuxième courant était constitué de bureaucrates «modérés», favorables aux réformes, au marché... mais pour des réformes moins dures, plus «sociales». Ce courant était soutenu par les industriels étatistes russes, les directeurs d'usines, soit le capital industriel... ceux qui appartiennent au complexe militaro-industriel, mais pas uniquement. A la différence des mafias et du capital spéculatif, les membres de ce courant ont intérêt à maintenir l'industrie russe qui est leur source de profits et de pouvoir. Ce

courant était majoritaire dans le parlement dissous par Eltsine. Il peut être défini comme celui de la techno-bureaucratie. Les élites régionales en faisaient également partie. Les membres de ce courant étaient favorables au marché, mais avec une dimension «sociale». Ils déclaraient qu'ils étaient pour la privatisation en faveur des collectifs de travail. Dans le schéma de privatisation qu'ils avaient élaboré, les entreprises étatiques devaient se transformer en entreprises «mixtes». Une petite part des actions devaient revenir aux travailleurs, une autre part à la direction, une autre part à l'Etat, le reste étant vendu à des actionnaires privés.

Le troisième courant était constitué par une partie de la bureaucratie qui a été défavorisée dans la lutte pour le pouvoir. Ce sont des nationalistes, des stalinien...

— *Soit des bureaucrates qui n'ont pas profité du changement.*

— En effet. Avant la dissolution du parlement, avant le coup d'Etat d'Eltsine de septembre-octobre 1993, ces trois courants luttèrent pour le pouvoir économique et politique. J'explique ce qui s'est passé avant ces événements pour que l'on comprenne le changement qui s'est produit depuis lors.

Pendant le coup d'Etat, lorsque la lutte dans les rues de Moscou est devenue incontrôlée, la majorité du deuxième courant a cessé de soutenir le parlement. Ces élites régionales, ces directeurs d'usine ne voulaient pas de combats de rue, ce n'était pas dans leur intérêt. Quand les af-

frontements violents se sont produits, ils se sont ralliés au gouvernement, seul représentant de l'ordre à ce moment-là. On peut expliquer la victoire d'Eltsine lors du coup d'Etat par le ralliement de ce courant. Alors, le parlement, les députés se sont trouvés isolés. Seul le troisième courant a continué à soutenir le parlement dans les affrontements.

— *Il n'y avait donc plus que les nationalistes, les communistes... pour soutenir le parlement ?*

— C'est ça. Je ne peux certes pas affirmer que seuls ces gens étaient sur la place, autour du parlement, pour résister à Eltsine. Il y avait des démocrates, des gauchistes aussi qui étaient opposés à Eltsine et même quelques anarchistes, à titre individuel. Ceux-ci voulaient un peu révolutionner les gens qui étaient sur cette place simplement pour protester. Parce qu'il y avait aussi des gens qui manifestaient seulement contre Eltsine. Par exemple, on a pu voir à la télévision une interview d'un ingénieur qui disait : «je suis là, non pas parce que je suis communiste ou nationaliste, mais parce que je sais que dans le système de réforme de marché il n'y a pas de place pour moi». Le problème, c'est que le parlement lui-même n'était pas contre les réformes de marché (...).

Dans un premier temps, après le coup d'état d'Eltsine, ce fut la victoire quasi totale du premier courant. Ensuite, des processus internes, des scissions, de nouveaux regroupements se sont produits. Lors des élections de décembre 1993, les différents courants n'étaient plus exactement les

mêmes qu'avant le coup d'Etat. Dans chaque groupe on trouve des gens plus modérés, plus extrémistes ou plus disposés à collaborer avec un autre courant...

Quel a été le résultat de ces élections ? En premier, il faut noter que plus de 50% des électeurs n'ont pas participé au scrutin (les chiffres officiels ont été falsifiés). Nous avons naturellement fait campagne en faveur du boycott, mais je ne peux affirmer que l'abstention soit le résultat de notre action !

Deuxièmement, pratiquement tous les partis ou groupes qui ont participé aux élections étaient plus ou moins nationalistes. Le premier courant, en

principe pro-occidental (...) a avancé, à ce moment-là, des arguments nationalistes. Gaïdar, le dirigeant des partisans les plus extré-

mistes des réformes de marché, qui était à la tête du bloc électoral pro-Eltsine, a lui-même déclaré que son organisation était pour la grande Russie, pour la défense des intérêts des Russes dans les diverses républiques, etc. Les groupes de l'opposition nationaliste ont évidemment répliqué que cela n'était pas vrai... mais en principe tous les partis sont nationalistes. On peut dire que le nationalisme est actuellement l'idéologie hégémonique en Russie. Je pense que c'est vrai aussi pour les autres républiques de l'ex-URSS. On peut observer une symétrie des positions : nationalisme russe ou nationalisme local.

— *Ne s'agit-il pas que d'un argument électoral ?*

— Prenons le parti ultra-nationaliste de Jirinovski, non fasciste — on ne peut pas dire que Jirinovski soit fasciste, il est ultra-nationaliste c'est clair,

mais pas encore fasciste. Le fascisme n'est pas seulement une idéologie très nationaliste, c'est aussi une forme d'organisation. C'est un mouvement-parti dont les militants s'orientent vers la prise du pouvoir par des moyens militaires. Le parti de Jirinovski est jusqu'ici un parti électoral. On peut établir un parallèle avec le parti de Le Pen en France ou celui de Haider en Autriche. Ce n'est en tout cas pas un parti fasciste classique. (Il y a des groupes fascistes classiques en Russie. Ils sont très puissants, très militarisés et très actifs.) Le parti de Jirinovski n'est pas encore fasciste, mais il peut évoluer dans ce sens, c'est un autre problème — ce parti est arrivé en tête du scrutin avec 25% des électeurs. Pourquoi ? On peut dire que c'était un vote de protestation, c'est vrai. La majorité de la population était à ce moment-là contre Eltsine, contre la politique de marché... mais aussi passive et sans alternative réelle. Dans cette situation, des gens ont voté pour protester, mais cette protestation est nationaliste. Il ne s'agit pas d'une protestation de gauche.

Le troisième enseignement de l'élection, c'est que le bloc électoral favorable aux réformes extrêmes de marché a été totalement battu.

Je rappelle que nous avions à faire, au départ, à trois courants : le courant libéral, le courant «modéré» et le courant nationaliste-communiste. Jirinovski étant nationaliste, il aurait dû théoriquement se situer dans le troisième courant, mais il a soutenu et aidé à faire adopter la Constitution d'Eltsine qui était soumise à référendum, pourquoi ? Parce qu'il est pour un pouvoir présidentiel fort. Jirinovski a déclaré que cette constitution était écrite pour lui.

Après les élections, un

ex-U.R.S.S. **Entretien avec** **Vadim Damier**



nouveau gouvernement s'est constitué. Il s'agit d'un gouvernement sans ultralibéraux. Ceux-ci sont dans l'opposition et le nouveau gouvernement est composé de libéraux modérés et de modérés appartenant au deuxième courant. On peut dire que c'est une coalition. Même les communistes du parlement soutiennent ou tolèrent ce gouvernement. Du moins c'était le cas au début de cette année. Naturellement le programme de ce gouvernement : «réformes oui, mais pas aux frais du peuple» est déjà compromis. Le gouvernement est favorable à une politique plus «sociale», en théorie... il est partiellement pour des subventions à l'industrie et au secteur agricole... suivant les groupes d'intérêt. Parce qu'il y a des groupes d'intérêt dans les différents secteurs (...) qui font pression sur le gouvernement pour obtenir des subventions. Mais le gouvernement dit : nous n'avons pas d'argent, nous devons obéir au FMI, nous ne pouvons pas tout subventionner. Seuls certains groupes d'intérêt obtiennent des subventions : le secteur des

mines, l'agriculture, le secteur militaro-industriel...

En ce qui concerne les privatisations, en ce moment on a adopté un modèle de compromis : une part des actions de l'entreprise revient au collectif de travail, une part à la direction et une part est mise en vente.

Il faut que j'explique quelle est la situation des usines. Jusqu'ici il n'y a pas eu de grande usine étatique qui ait fait faillite. Pour le moment il n'y a pas un fort chômage en Russie, mais beaucoup d'usines travaillent au ralenti. On y travaille quelques mois, puis on arrête une période, ensuite l'usine touche des subventions, des crédits bancaires et le travail repart jusqu'à une nouvelle crise. Pendant les périodes d'inactivité, les travailleurs touchent les deux tiers de leur salaire.

D'autre part, rien n'est prévu pour lutter contre le chômage. La situation des chômeurs va être dramatique. Le gouvernement annonce que cette année il y aura des faillites et que le chômage va se développer. Et ça s'appelle la politique plus sociale ! Ce que le précédent gouvernement n'a

pas pris le risque de faire, ce gouvernement va le faire. Telle est la situation actuelle. (...)

Dans les autres pays de l'ancienne URSS, il y a en principe deux tendances. Une tendance favorable à l'union avec la Russie et une tendance opposée. L'argumentation peut être très différente, mais il s'agit en premier lieu d'arguments économiques. La dissolution de l'URSS a été très néfaste pour l'économie de beaucoup de républiques.

Quelques chiffres sur la situation économique. Chez nous, les prix ont officiellement été libérés en janvier 1992, mais il y a eu des augmentations antérieures. La première grande augmentation des prix s'est produite en avril 1991, encore sous Gorbatchev. Mais après la libération des prix, nous avons connu une hyperinflation. Entre avril 1991 et aujourd'hui, les salaires ont été multipliés par 800 environ. Quant aux prix, ils ont été multipliés par 2'000 ou plus.

— ***Cela fait une diminution de plus de la moitié du pouvoir d'achat.***

— En effet, mais c'est une moyenne. Il n'y a plus beaucoup de gens de condition moyenne. Les pauvres sont plus pauvres, les riches sont plus riches. Les gens fortunés se trouvent surtout dans les grandes villes comme Moscou. Il existe certes une classe moyenne, mais ce n'est pas exactement cela. Ce sont les gens qui travaillent pour la nouvelle élite dans les "joint-ventures", les firmes privées... Ils ont des salaires plus élevés que la moyenne entre trois cent mille et un million de roubles⁽¹⁾ Mais pour la majorité, pour les pauvres, la situation a beaucoup empiré. Maintenant les gens mangent six fois moins de viande qu'avant l'augmentation des prix. Quant aux prix,

(1) En mai 1994, un deutsch mark équivalait à mille roubles. Le salaire d'un ouvrier travaillant dans une entreprise étatique tournait autour de deux cent mille roubles, soit deux cents marks.

ils se rapprochent pas à pas du niveau occidental, mais pas dans tous les domaines. Les loyers, par exemple, restent notablement moins chers, mais pour ce qui est de la nourriture et des vêtements on s'en rapproche.

Sur le mouvement ouvrier : ce que je trouve tragique dans cette situation, c'est la passivité de la population. Je ne peux pas dire qu'il n'y ait pas de grèves ou de protestations, il y en a. Mais, en ce moment, la majorité des grèves sont corporatistes. Quand des travailleurs se mettent en grève, il s'agit en quelque sorte d'un soutien aux directeurs. Ce qui est demandé, c'est des subventions de l'Etat pour leur branche d'activité.

La situation du mouvement ouvrier est semblable à celle des autres mouvements sociaux. A la fin des années '80, nous avons connu d'importantes mobilisations écologiques, ouvrières, pour l'autogestion dans les quartiers... beaucoup d'éléments d'auto-organisation. Cette période fut assez courte. La population ne voyait pas d'alternative et n'était pas capable de mener une action permanente. La classe dirigeante, bureaucratique, a divisé les travailleurs, la population, en disant qu'en son sein il y avait des démocrates et qu'il n'était pas de nécessaire de lutter pour défendre ses intérêts. La seule chose à faire était de soutenir les politiciens du courant démocratique dans leur lutte pour le pouvoir. La situation devant s'améliorer dès qu'ils y accéderaient. Après 1991, ces gens ont accédé au pouvoir, mais il n'y a pas eu d'amélioration. Pourtant, à partir de cette période, les mouvements sociaux indépendants ont cessé. Par exemple à Moscou, jusqu'en 1991, nous avons beaucoup de manifestations écologiques,

pour les droits sociaux... Mais ensuite, il n'y avait plus que des démonstrations pour soutenir tel ou tel groupe luttant pour le pouvoir. Des manifestations en faveur des démocrates, des nationalistes, des communistes... mais pas de luttes autogérées. Il s'est produit la même chose au sein du mouvement ouvrier.

— *Pour les syndicats était-ce la même chose ?*

— Je ne parlais pas des syndicats, mais des mouvements de base autogérés (grèves spontanées...).

Formellement les travailleurs restent, en majorité, membres des anciens syndicats officiels ex-

communistes. Les gens paient des cotisations, mais on n'observe pas de travail concret à la base.

Actuellement, ce syndicat est pour le contrat social, pour une réforme de marché socialement adaptée... Ces syndicats ont des permanents payés qui négocient avec les directeurs des entreprises, ils organisent aussi des grèves corporatistes... Mais le travail systématique à la base, la lutte contre le chômage, pour de meilleures conditions de travail, contre les licenciements par exemple; tout cela, les syndicats officiels ne le font pas. Quant aux syndicats indépendants, je dois dire que la majorité d'entre-eux sont encore pires que le syndicat officiel. Ces syndicats faisaient partie de l'opposition libérale. En ce moment, la majorité de ces syndicats sont seulement pour la réforme de marché, pour le capitalisme privé... Le Socprof (syndicat social) et le syndicat indépendant des mineurs sont les premiers supporters de Eltsine dans le mouvement ouvrier. Il y a aussi

des tendances encore pires. Il existait une petite confédération des syndicats indépendants de Russie qui était très fortement anti-communiste et pro-capitaliste privé. Actuellement ce syndicat est lié au parti fasciste avec qui il a créé un mouvement national-social de Russie.

Il n'y a que quelques initiatives syndicales, quelques groupes, qui sont vraiment plus ou moins indépendants. On ne peut pas dire qu'il s'agisse de syndicalistes révolutionnaires, ils sont indépendants, ce qui est déjà mieux que les autres syndicats. C'est le cas du groupe du SMOT de Minsk qui

s'appelle «Solidarité ouvrière». La majorité de ce groupe a manifesté de l'intérêt pour le syndicalisme chrétien, puis s'est orientée

plus à gauche. Mais au moins, pour le moment, il est indépendant des directions d'entreprises et du capitalisme privé.

Il existe un syndicat un peu plus radical du nom de «Défense». C'est un syndicat majoritairement marxiste qui a mené des luttes très actives, très militantes, avec occupations d'usines... Maintenant le président de ce syndicat est député au parlement, élu sur la liste du parti communiste. Ce qui va se passer par la suite n'est pas clair. Il y a beaucoup de communistes et de staliniens dans ce syndicat.

Il y a aussi les tentatives des mouvements anarchistes ou libertaires pour constituer des groupes syndicaux. Ce processus ne fait que commencer. Par exemple, notre groupe a créé une initiative indépendante des travailleurs dans le secteur de l'information. Mais celle-ci n'existe qu'à

ex-U.R.S.S.

Entretien avec

Vadim Damier

Moscou et il n'y a pas encore beaucoup de participants. Quant à la KAS (Confédération anarcho-syndicaliste), jusqu'à récemment, ses membres étaient majoritairement opposés aux syndicats indépendants. L'année dernière, quand nous avons défilé le premier mai en criant des slogans en faveur d'un syndicat révolutionnaire indépendant et pour la grève générale... des membres de la KAS de Moscou ont dit que nous étions fous. Ils défendaient presque les syndicats officiels contre nous.

A Moscou, des membres de la KAS travaillaient dans le journal de l'ancien syndicat communiste officiel. Il y a quelque temps, un conflit personnel s'est produit entre eux et un ancien leader de la KAS qui est actuellement un des leaders du parti du travail et aussi le rédacteur de ce journal dont le titre est : «Solidarité». Suite à ce conflit interne, personnel, les membres de la KAS ont quitté «Solidarité», mais leur départ n'était pas motivé par des divergences profondes avec le syndicat officiel. Le rédacteur ne voulait plus d'article pro-anarchiste dans «Solidarité» (...).

Je dois dire que la critique que nous avons formulée, contre la position syndicale de la KAS, a donné des résultats. Nous travaillons avec l'aile gauche de la KAS. Nous propageons l'idée d'un syndicat révolutionnaire indépendant, anarcho-syndicaliste. Cette agitation est populaire en ce moment dans l'aile gauche de la KAS et touche même, d'une certaine manière, la majorité de cette organisation qui est maintenant favorable à la constitution de syndicats indépendants. Non pas orientés vers l'AIT, comme nous le souhaitons, mais au moins indépendants. La conférence de la KAS en décembre 93 et le congrès de la KAS en mai 94

ont décidé de créer une nouvelle confédération du travail. Il s'agit plus d'une initiative syndicale, semblable à la nôtre, que d'un véritable syndicat. Ils créent de petits groupes syndicaux dans certaines villes, surtout en



Sibérie (ils n'y a plus d'organisation importante de la KAS dans la partie européenne de la Russie). A Moscou, les membres de la KAS déclarent qu'ils ne pensent pas constituer de sections syndicales dans un secteur, une entreprise...

— *Ont-ils seulement la volonté de le faire ?*

— A Moscou, ils ne le peuvent pas. Ils sont peu nombreux et ils travaillent dans des endroits différents, mais ils ne le veulent pas non plus... enfin, c'est un problème de publicité. Ils doivent parler de syndicalisme parce qu'ils reçoivent de l'aide de la SAC suédoise. Par exemple, la conférence de la KAS de décembre 93 a eu lieu dans les coulisses d'un cours de formation pour activistes ouvriers organisé par la SAC en commun avec la KAS, financé par la SAC et le KAS-KOR.

Quelques mots sur le KAS-KOR, parce que je sais qu'en Occident on ne comprend pas ce que c'est. J'ai lu, je ne me rappelle plus où, que la KAS et le KAS-KOR, c'était la même chose, ce qui est faux. Le KAS-KOR en tant qu'agence

d'information de la KAS n'existe plus. Parce que les deux personnes qui restaient dans l'agence en ont changé le nom et ont actuellement un projet commun avec le syndicat américain AFL-CIO. Ils ont maintenant rompu aussi bien avec la KAS qu'avec la SAC.

— *S'appellent-ils encore KAS-KOR ?*

— Je ne le sais pas, parce qu'ayant quitté Moscou en mai, je ne connais pas la fin de cette histoire (...).

— *Peut-on considérer que la KAS est aujourd'hui un groupe d'initiative syndicaliste ?*

— Pas la KAS, la Confédération du travail, proclamée par la KAS. La KAS n'est pas, en tant que telle, une initiative syndicaliste.

— *Mais alors, c'est quoi la KAS ?*

— La KAS, c'est très

compliqué. Actuellement, c'est en théorie une fédération de gens qui s'appellent anarcho-syndicalistes, mais pas uniquement. Le programme officiel de la KAS, c'est la lutte pour le socialisme de marché sans Etat. Il y a aussi à la KAS, des anarcho-capitalistes qui ne sont pas syndicalistes et, dans l'aile gauche de la KAS, il y a des gens avec qui nous travaillons, des gens qui s'orientent vers l'AIT, vers le syndicalisme révolutionnaire, comme nous.

— **Pourquoi éprouvent-ils le besoin de rester ensemble dans cette structure qu'est la KAS ?**

— Je ne sais pas. Je pense que c'est un peu par habitude, certains veulent conserver le nom... D'autre part, il existe une illusion suivant laquelle on pourrait révolutionner la KAS. Dans le dernier congrès de la KAS en mai, des membres de l'aile gauche de la KAS, précisément de la fédération

anarchiste du Donbass, qui sont favorables à l'AIT, ont voulu proposer un nouveau programme pour la KAS incluant les principes du syndicalisme révolutionnaire de l'AIT. Ils pensaient pouvoir gagner la majorité du congrès, mais ce ne fut pas le cas.

— **Et ils restent à la KAS par habitude ?**

— En ce moment, je pense que c'est une chose secondaire. Les militants qui veulent constituer une section de l'AIT dans l'ancienne URSS connaissent actuellement un long processus de réunification qui se développe autour des structures libertaires existantes. L'objectif, c'est une organisation totalement nouvelle qui ne dépende pas des organisations actuelles (...).

— **Donc aujourd'hui, le fait que les gens restent ou non à la KAS est un aspect totalement secondaire.**

— C'est ça. En ce qui nous concerne, nous restons à la FRAN.

La FRAN n'est pas une organisation spécialement anarcho-syndicaliste. La FRAN est une organisation qui réunit des gens qui sont pour le communisme libertaire. Mais sur le plan tactique, il y a d'importantes différences. Il y a des gens qui sont pour l'anarcho-syndicalisme, il y a des gens plus autonomes, quelques platformistes même... Ceux qui veulent organiser une

section de l'AIT hors des groupes ou fédérations existantes connaissent un processus de rapprochement. En ce moment on peut dire qu'il existe un mouvement des Amis de l'AIT. Mais ce mouvement n'est pas une organisation avec des cotisations...

— **Les divergences entre la FRAN et la KAS portent-elles avant tout sur les finalités : le communisme libertaire ou le socialisme de marché sans Etat ?**

— Pour les gens qui sont proches de nous à la KAS, là n'est pas le problème. Les militants de la Fédération anarchiste du Donbass, par exemple, ne veulent pas participer à la FRAN, parce que dans la FRAN il y a aussi des gens qui ne sont pas syndicalistes, qui sont autonomes, punks, plus contre-culturels que syndicalistes. Eux disent qu'ils sont pour le syndicalisme pur, mais cela ne les empêche pas de construire avec nous un projet AIT. Il en va de même pour l'aile révolutionnaire de la Fédération anarchiste de Biélorussie... La FRAN est une organisation anarchiste spécifique.

— **Pour conclure, peux-tu nous dire quelles sont, à ton avis, les perspectives pour l'AIT et le mouvement libertaire en ex-URSS ?**

— En ce qui concerne le mouvement libertaire, je peux seulement dire que, malheureusement, la majorité des libertaires, chez nous, sont confus. Je pense que pour le mouvement libertaire occidental cela doit paraître étrange d'apprendre qu'il y a chez nous des organisations anarcho-capitalistes, anarcho-mystiques... qui se disent aussi anarchistes. En Occident on dirait qu'ils ne sont pas anarchistes. Mais si nous le disons, ces gens-là crient au scandale en déclarant que le



"Action directe" publication des Amis de l'A.I.T. de Moscou

principe de l'anarchisme, c'est la liberté individuelle et que personne ne peut leur interdire de s'appeler anarchistes.

En ce moment, nous sommes dans une période de réorganisation. A droite se regroupe une tendance purement anarcho-capitaliste. Une partie d'entre-eux a déjà proclamé la constitution d'un parti appelé «Union des travailleurs libres». A gauche, parmi les vrais anarchistes, un processus de constitution d'une section de l'AIT a débuté. Je pense qu'il s'agit d'une évolution normale du mouvement. Mais je ne peux pas dire qu'il s'agisse d'un processus simple et que

dans cinq ans nous aurons une organisation avec des milliers de travailleurs. Tout ce que nous pouvons faire, c'est constituer une organisation qui représente une alternative pour les gens... Il y a quelques mois, il y a eu un sondage d'opinion en Russie. La majorité des gens interrogés ont déclaré qu'ils étaient opposés aux réformes de marché. La majorité de la population sait déjà contre quoi elle est, mais n'a pas de projet. Depuis un certain nombre d'années, la propagande officielle a fait croire à la population qu'il n'y avait que deux possibilités : le marché libre occidental ou l'ordre étatique stalinien. Notre but est d'expliquer aux gens que l'on peut aussi faire quelque chose pour soi-même, par le moyen de l'auto-organisation et cesser de faire confiance aux politiciens; que l'autogestion est une alternative possible. En ce moment, nous ne sommes qu'un groupe de propagande. Au mieux, nous sommes sur le point de devenir une initiative de propagande syndicaliste...

Les gens, chez nous, n'ont pas l'habitude de se prendre en charge et nous ne pouvons pas le faire à leur place. Par contre, nous pouvons faire de la propagande, de l'agitation, donner des explications, publier du matériel, notre journal, des brochures... C'est ce que nous faisons.

— *Peux-tu nous dire quelques mots sur la conférence anarcho-syndicaliste Est-Ouest qui va avoir lieu du 7 au 10 juillet à Prague ?*

— C'est la troisième conférence de ce genre. Ces conférences ont un aspect positif et un aspect négatif. Ce qui positif, c'est qu'elles ont favorisé les contacts

réguliers entre les groupes anarchistes ou anarcho-syndicalistes en Europe de l'Est. C'est bien, car ces groupes sont très isolés et il est positif de faire circuler l'information; d'autant qu'en ce moment les problèmes sont très semblables dans les différents pays de l'Europe de l'Est. Ce qui est négatif, c'est que, malgré l'appellation anarcho-syndicaliste, les anarchistes qui se rendent à ces conférences sont sur des positions très différentes. On y rencontre des anarcho-capitalistes, des anarcho-individualistes et je ne sais pas quoi encore. C'est pourquoi, il s'agit plus d'un forum de discussion que d'un organisme susceptible de résoudre les problèmes. Je ne dis pas que ces conférences soient inutiles. Je pense seulement que l'organisation de ces conférences, leur mode de travail pourrait être réorganisé (...).

— *Que peut faire l'AIT pour vous aider ?*

— D'abord, je dois dire que l'AIT a déjà fait beaucoup pour

nous. Nous avons reçu une aide financière pour éditer AS-infos (...). Les compagnons de la section allemande de l'AIT nous ont donné de l'argent pour éditer des brochures et pour «Action directe» notre journal, je les en remercie. Nous avons aussi reçu un fax de l'AIT, mais comme son utilisation régulière était trop chère pour nous, nous l'avons échangé contre une photocopieuse qui nous est plus utile pour faire des tracts, le journal... Pour l'avenir, ils seraient bien, même si je sais que c'est un peu «utopique», que l'AIT trouve des gens parlant le russe ou l'allemand pour faire, chez nous en Russie et dans les autres républiques, des cours pour militants du mouvement ouvrier, comme le font les gens de la SAC. Evidemment pas le même genre de cours. Ceux qu'organise la SAC, depuis trois ou quatre ans maintenant, n'ont eu aucun résultat.

Notre problème, c'est que les militants ouvriers de notre pays ne savent pas comment s'organiser, comment organiser une grève, une section syndicale... comment on commence à lutter. Dans ce contexte, l'expérience d'une organisation combative, de sections syndicales concrètes, de conflits concrets sur le lieu de travail serait sans doute très utile pour nos militants ouvriers. Il ne s'agit pas d'anarchistes, mais d'activistes de la base. Certains sont marxistes, d'autres indépendants, peu importe. En ce moment les idées syndicalistes sont minoritaires, mais si nous voulons qu'elles deviennent majoritaires, parce que tel est notre but et pas seulement en Russie, le plus important c'est de partager nos expériences. Je ne sais pas comment cela pourrait s'organiser, c'est pour cela que je dis que c'est peut-être une «utopie».

□

ex-U.R.S.S.

Entretien avec

Vadim Damier

LIBERTÉ POUR LEONARD PELLETIER



Alors que le gouvernement américain joue au justicier aux quatre coins de la planète, se donnant l'image d'un pacificateur garant des droits de l'homme et de la démocratie, Léonard Pelletier reste enfermé dans les prisons américaines et ce depuis plus de dix-neuf ans. C'est la suite logique d'une politique de destruction, menée depuis plus de deux cents ans, contre la communauté indienne, sa souveraineté et ses modes de vie.

Le 26 juin 1975, prétextant le vol d'une paire de bottes, le FBI fait brutalement irruption dans la localité de Jumping Bull (réserve de Pine Ridge). Une fusillade s'en suit et un indien, Joseph Sbuntz est tué, ainsi que deux agents du FBI. Les autorités déclarent qu'elles sont tombées dans une embuscade et les jours suivants, les indiens de Pine Ridge subissent une véritable invasion armée : occupation militaire, perquisitions et arrestation de 364 personnes dont Leonard Pelletier.

Pour comprendre ce qui c'est passé, il faut parler des projets du gouvernement concernant les terres du Lakota et dire pourquoi les indiens Lakotas sont une menace quant à l'exécution de ces plans. Les indiens ont toujours considéré comme leurs terres de Paha Sapa (Black Hills). Mais il se trouve que cette région est riche en minerais. Ses collines contiennent du charbon, du pétrole et de l'uranium en grande quantité. Or la population indienne s'est opposée au pillage de sa terre, la Terre Mère. Non seulement, les minerais extraits servent à la fabrication d'armes de guerre, mais en plus cette exploitation

*Lorsque le dernier arbre
sera abattu*

*Lorsque la dernière
rivière sera empoisonnée*

*Lorsque le dernier
poisson sera attrapé,
Alors tu comprendras
que l'argent ne peut pas
être mangé.*

Poème indien Cree



Leonard Pelletier, c'est d'obtenir une grâce. Pour cela, il faut exercer une pression sur le gouvernement américain et sur le congrès pour qu'il y ait une enquête parlementaire sur les événements de Pine Ridge et sur l'emprisonnement de Leonard.



Vous pouvez envoyer des lettres demandant sa grâce à :

**Bill Clinton
The White House
1600 Pennsylvania
avenue
Washington DC 20500
USA**

et envoyer une copie à :

**LPSG
P.O. Box 5464
Tacoma, WA 98415-0464
USA**

contamine les rivières qui alimentent Pine Ridge en eau potable. Dans certains endroits, la radioactivité de l'eau a atteint un niveau quatorze fois supérieur aux normes de sécurités officielles.

Au nord-ouest de Pine Ridge, se trouve une région surnommée "la chaîne des cañons" également riche en uranium. Cette terre a été réquisitionnée en 1942 pour en faire un champ d'artillerie. Depuis lors, cette terre n'avait jamais été rendue aux indiens. Or il se trouve qu'en 1975, quelque temps avant la fusillade, le président tribal⁽¹⁾ Dick Wilson la cédait secrètement par écrit au gouvernement.

Le procès de Leonard Pelletier s'est déroulé avec toutes les irrégularités que peut compter un procès où les dés sont pipés d'avance : faux témoignages, intimidation des témoins, fabrication de fausses pièces à conviction, refus de laisser témoigner la défense sur certains faits troublants... Les avocats furent même espionnés.

Au verdict, Leonard fut reconnu coupable du meurtre des deux agents et condamné à deux peines de prison à vie. Depuis, il y a eu trois procès en appel, tous perdus.

Au début des années '80, les avocats de Léonard purent obtenir 12'000 pages d'un dossier gouvernemental sur l'affaire, relevant la machination du procès. 6'000 autres pages leur furent interdites car classées "secret de sécurité nationale". Pourquoi y a-t-il un dossier classé, s'il s'agit d'un simple meurtre, comme le prétend le gouvernement ? En fait, il apparaît de plus en plus clairement que le rôle joué par Leonard dans la fusillade n'a que peu d'importance. C'est en quelque sorte un alibi pour justifier l'actuelle domination Yankee sur les indiens ainsi que le vol des terres indiennes à des fins économiques et militaires.

Aujourd'hui, la seule possibilité pour libérer



(1) Président indien à la solde du gouvernement américain chargé d'exécuter ses ordres. Possède une milice indienne dont certains groupes sont entraînés, armés, dirigés et financés par le FBI.

Vingrau

Un petit village gaulois... contre une multinationale suisse

LA majorité des habitants de Vingrau, un village des Pyrénées orientales, s'oppose depuis plus de quatre ans à l'exploitation de carrières de carbonate de calcium sur le sol de sa commune (voir notre précédent article dans *l'Affranchi* n°7, décembre 1993). Face à eux, une entreprise suisse : OMYA, filiale du groupe Plüss-Staufer AG, qui possède déjà d'autres carrières dans les environs. Ayant pu constater les dégâts que ce type d'exploitation cause à l'agriculture, les Vingraunais, qui sont viticulteurs, ont refusé de voir leur environnement saccagé, malgré les promesses d'emplois et de compensations financières. Il y a des choses qui n'ont pas de prix... comme la terre que l'on pense laisser aux générations qui suivent.

DANS les sociétés "libérales-démocratiques", chacun devrait avoir le droit d'entreprendre. La réalité est tout autre. Qui peut prétendre avoir le moindre droit de regard, la moindre influence sur les choix économiques qui sont faits ? Comme travailleurs, nous obéissons à nos chefs et nous produisons les biens et les services qu'on nous ordonne de réaliser, même quand ces tâches nous paraissent inutiles ou néfastes. Comme consommateurs nous achetons ce que nous trouvons dans les

supermarchés. Nous portons et mangeons les produits que nous vante la publicité. Comme locataires, nous vivons dans des appartements que nous n'avons pas conçus et qui ne répondent pas à nos besoins... Au nom de la rationalité économique, des technocrates, des administrateurs, des politiciens... prennent des décisions qui affectent des milliers de personnes.

Une entreprise coloniale

L'exploitation et le contrôle des ressources naturelles constituent l'un des grands enjeux de cette fin de XXème siècle. Au nom du "Progrès", des régions entières sont polluées, déboisées, détruites. Des populations qui vivaient en harmonie avec la nature depuis des millénaires voient leur environnement dévasté. Cela se passe en Amazonie, en Malaisie... mais aussi sur une plus petite échelle, en Europe.

L'attitude adoptée à Vingrau par l'entreprise OMYA ressemble à celle des colonisateurs qui offraient de la verroterie aux indigènes du Nouveau monde en échange de leur or. Les habitants en sont conscients. Ils savent que les carrières sont des industries de type colonial : profits à très court terme, peu de création d'emplois, exportation des profits, destruction maximum et irréversible de l'environnement... ils n'en veulent pas. D'ailleurs, si l'affaire était honnête, pourquoi donc la multinationale suisse a-t-elle acheté les terrains des rares partisans des carrières à des prix surévalués ? Pourquoi a-t-elle affrété un avion spécial et fait voyager à ses frais les élus départementaux jusqu'à Carrare en Italie

pour leur faire visiter son usine "modèle" ? Pourquoi les membres du comité de défense contre les carrières ont-ils été victimes d'intimidations, de menaces ?

De nouvelles solidarités

Face à la trahison de leur maire et d'une partie du conseil municipal, les habitants de Vingrau ont appris à fonctionner en assemblée générale au sein d'un comité de défense qui regroupe la majorité des habitants. A la différence des élus locaux, les délégués de ce comité sont mandatés par l'assemblée hebdomadaire et révocables en tout temps. Les clivages politiques qui existaient auparavant se sont tus pour laisser place à de nouvelles solidarités. Certains habitants du village, retenus tard dans la nuit par des réunions ou mandatés pour des actions à l'extérieur, ont eu la surprise de voir les travaux de leurs vignes réalisés par leurs voisins. La lutte des habitants de Vingrau est soutenue par des organisations écologistes, des sociétés viticoles, des clubs de grimpeurs (à cause des falaises qui seraient détruites par les carrières) ainsi que par la CNT de la région de Perpignan. Nos compagnons se sont reconnus dans les actions de résistance et dans l'organisation autogestionnaire que les habitants de Vingrau se sont donnés. Un véritable débat s'est engagé entre les anarcho-syndicalistes et les membres du comité de défense.

Quelle démocratie ?

A Vingrau, les gens ont appris à organiser la vie d'une commune sans autorités consti-

tuées. Le maire a pris la fuite et le conseil municipal refuse de siéger. Mais autogérer une commune, cela n'est pas autorisé par les lois "démocratiques". Depuis le 1er juin de cette année, la localité se trouve sous tutelle administrative. Dans cette situation, les

membres du comité de défense envisagent de présenter une liste au conseil municipal. Comme ils ont avec eux 268 habitants adultes sur une population totale de 450 personnes, ils sont sûrs de gagner. Malheureusement, cette échéance politique divise déjà

le comité de défense. Pour certain de ses membres c'est un but en soi. Pour d'autres, qui ont pris goût au fonctionnement en assemblée générale et qui veulent continuer à prendre les décisions de cette manière, ce n'est que le moyen d'échapper à la tutelle préfectorale. Pour en avoir déjà fait l'expérience, ils sont conscients des dangers qu'implique la délégation du pouvoir à une mairie. Tout en refusant de les soutenir dans cette démarche électorale, nos compagnons de la CNT ont décidé de continuer à populariser la lutte des habitants de Vingrau. Comme beaucoup de luttes concrètes, celle de Vingrau n'est pas pure, mais elle a le mérite de mettre à nu le carcan économique et politique dans lequel nos sociétés sont enfermées.

Appel à la solidarité

Nous sommes conscient que toute résistance qui reste locale, qui n'arrive pas à déborder sur le plan régional et international est plus ou moins rapidement récupérée ou écrasée. Sans idéaliser la lutte de Vingrau, nous avons décidé de la soutenir, nous aussi. A la demande de membres du comité de défense que nous avons rencontrés cet été, nous essayons de récolter des informations sur le groupe Plüss-Staufner AG, domicilié à Oftringen dans le canton d'Argovie ou sur ses filiales en Suisse, en Italie, en Autriche... Nous appelons toutes les personnes qui auraient des informations sur cette entreprise (ou qui seraient d'accord d'en chercher) à prendre contact avec nous en écrivant à notre adresse.

Réflexions sociales

Case Postale 172
1000 Lausanne 6 Ouchy
SUISSE

Vingrau en bref

— 450 habitants, 270 personnes au comité de défense
333'000 FF de frais (imprimerie, avocat, information...) autofinancés par des fêtes, concerts, repas etc., organisés par le comité de défense.

— Société OMYA : 3 milliards et demi de bénéfice annuel (déclaré), 58 salariés sur le département travaillant dans une usine de traitement et plusieurs carrières.

30 mars 1990 — Création du comité de défense.

2 février 1991 — Le conseil municipal émet à l'unanimité un avis défavorable au projet.

28 février 1991 — Le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet.

22 avril 1991 — Tournant dans la lutte à Vingrau : le maire et cinq conseillers votent au conseil municipal l'acceptation des carrières.

3 mai 1991 — Trois conseillers municipaux hostiles au projet de carrière démissionnent et le font savoir dans la presse.

7 mai 1991 — Réunion publique du conseil municipal. Des gendarmes sont cachés à l'intérieur de la mairie, 120 gardes mobiles attendent aux abords du village. Cinq voix pour le projet, une voix contre. C'est l'émeute ! La mairie est envahie par la population révoltée. Il faudra les gaz lacrymogènes des gardes mobiles pour l'en faire sortir. Depuis ce jour, une

fracture irréparable a coupé le village en deux.

29 janvier 1992 — Le tribunal administratif de Montpellier prononce un sursis à exécution.

4 et 5 mai 1992 — Grande fête de l'escalade à Vingrau : un succès.

22 juin 1992 — OMYA affrète un avion spécial pour emmener en grande pompe la presse et les élus locaux visiter son usine "modèle" de Carrare où l'entreprise menace de délocaliser si on ne lui autorise pas l'exploitation du site de Vingrau.

2 juillet 1992 — Conférence de presse du comité contre la campagne d'intoxication d'OMYA. Cartes à l'appui, le comité démontre qu'OMYA possède 325 ha de réserves foncières dans des zones moins sensibles pour l'environnement et la viticulture. Le refus des carrières à Vingrau n'apparaît pas comme une raison valable pour délocaliser l'entreprise.

18 décembre 1992 — Annulation du sursis à exécution par le Conseil d'Etat.

29 juillet 1993 — La presse fait état du sabotage d'un engin de forage d'OMYA venu effectuer des prélèvements sur le site...

28 décembre 1993 — Un commando masqué déverse 24 tonnes de gravats devant la résidence d'un membre du comité de défense, après avoir sectionné le câble de téléphone. Des photos ont été prises et la voiture d'accompagnement est

une voiture de la société OMYA.

Janvier/février 94 — Campagne médiatique d'OMYA avec le soutien de la classe politique départementale. Déchaînement contre les écologistes et les viticulteurs. Diffusion de tracts diffamatoires, exactions, menaces de port, pneus crevés...

16 avril 1994 — Réunion avec le préfet. Les services de la préfecture assènent un argument massue : OMYA ne pourra exploiter sur ses autres concessions à cause du tracé du TGV

20 avril 1994 — Succès du colloque viticole organisé à Vingrau.

31 mai 1994 — Le maire réunit le Conseil municipal pour voter le budget de la commune. Le comité de défense envahit la salle et la séance est ajournée sans vote. La commune de Vingrau est depuis le 1er juin sous tutelle de la Cour des comptes.

2 août 1994 — 268 habitants adultes signent une pétition contre les carrières remise aux enquêteurs chargé de la troisième enquête d'utilité publique. La grande majorité de la population est toujours opposée au projet.

Il est néanmoins acquis que ces enquêteurs et la préfecture vont donner leur accord pour le commencement des travaux. Si ceux-ci débutent, une réaction spontanée de la population risque fort de se produire. Tous ceux qui sont prêts à soutenir cette lutte doivent être vigilants. □

Anarchisme ouvrier contre "syndicalisme révolutionnaire"

Un combat de la Fédération ouvrière régionale argentine

par Ariane

AU sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT), comme dans le mouvement libertaire en général, il existe un certain flou artistique concernant la définition même de ce que nous sommes. Anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires... voici des adjectifs par lesquels nous nous définissons volontiers et qui nous semblent synonymes. Pourtant, dans la bouche des uns ou des autres, ces mots n'ont souvent pas le même sens. En fait, derrière ces différentes appellations se cachent des divergences, des ambiguïtés qui accompagnent notre Internationale depuis son origine et qu'il faudra sans doute résoudre un jour. Le texte qui suit tente de restituer un aspect de ce débat, tel qu'il s'est présenté en Argentine, entre 1900 et 1930.

COMME nous l'avons déjà signalé dans un précédent article (*Argentine 1919 — La semaine tragique*, in : *L'Affranchi* n°7) les anarchistes sont à l'origine du mouvement ouvrier argentin. Jusqu'en 1910, ils sont pratiquement hégémoniques en son sein. Mais affaiblis par la terrible répression consécutive aux protestations ouvrières qui ont lieu lors de la commémoration du centenaire de l'Etat argentin, ils perdent progressivement leur prééminence. Jusqu'à la dictature du général Uriburu en 1930, les anarchistes ont encore une grande influence dans la classe ouvrière argentine, mais ils sont confrontés à d'autres idéologies dont la plus importante est celle du syndicalisme révolutionnaire. Leur organisation, la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) adhère à l'Association internationale des travailleurs (AIT) dès sa constitution en 1922. Pourtant, la FORA rejette les principes du syndicalisme révolutionnaire qui figurent dans les statuts de l'AIT. Les réflexions critiques, surtout

lorsqu'elles proviennent de compagnons qui n'ont jamais failli à leur devoir de solidarité internationale, constituent un patrimoine historique qui mérite d'être partagé. C'est pourquoi, dans la première partie du présent article, nous allons tenter d'expliquer en quoi le "forisme", ou anarchisme ouvrier, diverge des traditions anarchistes européennes. Ensuite, nous présenterons brièvement le destin du "syndicalisme révolutionnaire"⁽¹⁾ argentin, courant auquel les militants de la FORA se sont opposés pendant des années. Cette confrontation, aussi bien idéologique que concrète, permettant de comprendre pourquoi la FORA a dû élaborer sa propre doctrine.

Une organisation ouvrière anarchiste

LA FORA ne se définissait pas comme une organisation syndicale, mais comme une organisation ouvrière anarchiste. Les organisations qu'elle regroupait portaient très rarement le nom de syndicat. Elles s'appelaient par exemple : Société de résistance des domestiques; Union des ouvriers boulangers... Leur principale activité était la lutte des travailleurs, la résistance quotidienne à l'exploitation, mais elles diffusaient aussi l'idéal anarchiste parmi les ouvriers. En ce sens, la FORA se sépare de toute une tradition du mouvement libertaire qui, à la suite de Malatesta, veut absolument différencier les organisations syndicales, des groupes spécifiques anarchistes.

En 1907, au congrès anarchiste d'Amsterdam, Malatesta déclare par exemple : « *Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats*

⁽¹⁾ Comme nous allons l'expliquer plus loin, le "syndicalisme révolutionnaire" qui s'est développé en Argentine constitue une interprétation discutable de cette doctrine, c'est pourquoi nous utilisons des guillemets. Il n'y en a pas quand nous parlons du syndicalisme révolutionnaire en général.

social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinion, des syndicats absolument neutres»⁽²⁾. A cela les militants de la FORA répliquent : «En réalité, il n'existe dans aucun pays de tels syndicats, ouverts à tous les ouvriers de toutes les tendances; même s'ils se proclament politiquement neutres, ils n'en sont pas moins inféodés à un parti ou à un système d'idées ou de tactiques prédominantes (...) et l'on ne permet pas non plus aux anarchistes de faire de la propagande pour leurs idées dans le mouvement syndical lié à d'autres tendances, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires»⁽³⁾.

Par ailleurs, les militants de la FORA ne sont pas favorables aux groupes anarchistes à caractère philosophique qui se limitent à faire de la propagande. Ils n'en conçoivent l'existence que lorsque, pour une raison ou pour une autre, il s'avère impossible de militer dans le mouvement social. Leur position repose sur un constat : là où l'anarchisme a été essentiellement porté par des philosophes, fussent-ils de la taille d'un Kropotkine, ou par d'ardents propagandistes comme Emma Goldman ou Johann Most, c'est-à-dire en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il ne s'est pas beaucoup développé. Par contre, l'Espagne et l'Argentine, qui comptent bien peu de théoriciens anarchistes, connaissent un mouvement puissant. La FORA en conclut que l'anarchisme se propage mal du haut vers le bas, des intellectuels vers le peuple et qu'il est préférable de le diffuser directement au sein du prolétariat, parce qu'il correspond à ses aspirations latentes. «Pour nous, l'anarchisme n'est pas une découverte de laboratoire, ni le fruit de penseurs géniaux, mais un mouvement

spontané des opprimés et exploités qui sont arrivés à la compréhension (...) de la nocivité du privilège et de l'inutilité de l'Etat, et qui veulent lutter pour un ordre social qui assure à l'homme son libre développement. La philosophie coopère à la concrétisation et à la définition de ces aspirations latentes chez les masses rebelles, mais elle n'a pas le droit de s'approprier les conceptions de l'anarchisme...»⁽⁴⁾.

La tâche des anarchistes consiste donc à éveiller, à la base, des tendances qui existent déjà chez les exploités. Car si les militants libertaires «renoncent à la possibilité d'agir dans le monde du travail comme force autonome, en se contentant de monopoliser le mouvement anarchiste dans de petits groupes de propagande, [leur] avenir n'a rien de prometteur»⁽⁵⁾. Pour la FORA, l'élaboration théorique et la résistance ouvrière sont inséparables.

Même si certains de ses membres participaient, par ailleurs, à des groupes anarchistes (athénées, groupes antimilitaristes...) la FORA a toujours rejeté les groupes spécifiques, conçus comme des mouvements idéologiques organisés. En ce sens le modèle d'organisation «global» ou «intégral» qui est le sien diffère de celui adopté en Espagne dès 1927. Voici comment l'argentin Jorge Solomonoff voit cette divergence : «Pour résoudre le problème de la distance qui existe entre les formulations idéologiques plus ou moins élaborées et les motivations qui entraînent l'action revendicative des masses ouvrières, on rencontre historiquement deux types de solutions : celle qui maintient organiquement séparées les fonctions idéologiques et politiques de l'anarchisme de celles strictement corporatives, dont l'exemple le plus durable est celui de la relation entre la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Confédération nationale du travail (CNT) espagnole. L'autre position est celle qui soutient que l'élaboration idéologique et l'action syndicale constituent un tout inséparable et que l'organisation spéci-

⁽²⁾ Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907, Paris, La Publication sociale, 1908, p. 79.

⁽³⁾ Emilio López Arango, Diego Abad de Santillán, *El anarquismo en el movimiento obrero*, Ediciones Cosmos, Barcelone, 1925, p. 164.

⁽⁴⁾ Ibid. p. 106.

⁽⁵⁾ Ibid. p. 162.

fique des anarchistes, hors du mouvement ouvrier, impliquerait entre eux, l'établissement de relations autoritaires et aristocratiques, reproduisant les problèmes propres aux relations conflictuelles qui existent entre les partis politiques et les syndicats. L'exemple le plus achevé de cette "fusion" entre l'organisation syndicale et une idéologie "externe" est celui de la FORA, surtout à partir de 1905. Même si cette position n'était pas partagée par la totalité des anarchistes, elle fût assez forte pour empêcher l'apparition d'une organisation politique anarchiste en Argentine, pendant la période qui nous occupe»⁽⁶⁾ L'ouvrage de Solomonoff va jusqu'à la première guerre mondiale. Par la suite, des organisations spécifiques anarchistes sont apparues : l'Alliance libertaire argentine dans les années '20 et la Fédération anarcho-communiste argentine dans les années '30 (aujourd'hui Fédération libertaire argentine). Elles furent toutes deux combattues par la FORA. Voyons maintenant la position de la FORA vis-à-vis du syndicalisme révolutionnaire.

Entre anarchisme et marxisme : le syndicalisme révolutionnaire

LE syndicalisme révolutionnaire est né à la fin du siècle dernier, en réaction à la dérive parlementaire et réformiste de la sociale-démocratie. Suivant ses principes, l'organisation syndicale constitue l'organisation révolutionnaire par excellence et le syndicalisme se suffit à lui-même. Les syndicalistes révolutionnaires partent de l'idée que les luttes ouvrières constituent un exercice, une "gymnastique" qui prépare la grève générale révolutionnaire. Au cours de celle-ci, les travailleurs sont censés bloquer les points névralgiques du système (transports, communications...), s'approprier des outils de production et remettre en marche l'économie. Les organisations syndicales constituant la base de la nouvelle société.

⁽⁶⁾ Jorge N. Solomonoff, *Ideologías del movimiento obrero y conflicto social*, Editorial Proyección, Buenos Aires, 1971, p. 194. Cité in Antonio López, *La FORA en el movimiento obrero*, Centro Editor de America latina, Buenos Aires, 1987, Tome 1, pp. 69-70.

Conçu au départ par des militants ouvriers français, dont un certain nombre d'anarchistes (Pouget, Pelloutier...), le syndicalisme révolutionnaire devient, avec la charte d'Amiens adoptée 1906, la doctrine officielle de la CGT française. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler le contenu de cette charte : «*La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat (...). Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir le groupement de production et de répartition base de cette réorganisation sociale; (...) le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors (...) les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale*». L'insistance avec laquelle la charte d'Amiens souligne la neutralité idéologique du syndicat est à mettre en rapport avec la situation particulière dans laquelle se trouve la CGT en 1906. Sans trop entrer dans les détails, signalons qu'il y a en son sein des militants de différentes tendances politiques. En renonçant à faire de la propagande partisane dans la

CGT, les révolutionnaires du bureau confédéral, parmi lesquels il y a un certain nombre d'anarchistes⁽⁷⁾, s'assurent du soutien du courant réformiste qui veut limiter le rôle du syndicat aux questions purement professionnelles. Ainsi, les syndicalistes révolutionnaires barrent la route aux socialistes favorables à un rapprochement entre la CGT et le parti socialiste SFIO.

A son origine, le syndicalisme révolutionnaire ou "syndicalisme neutre" ne constitue pas une véritable doctrine. Il est le résultat de l'action quotidienne d'un groupe de militants syndicaux. Par la suite, il va être théorisé par des intellectuels se revendiquant du marxisme, dont le plus connu est sans contexte Georges Sorel. Contrairement aux militants que l'on trouve à la tête de la CGT française jusqu'en 1909, Sorel ne considère pas la grève générale comme un projet réaliste. Pour lui c'est un mythe, mais un mythe utile puisqu'il a la capacité de mobiliser les travailleurs. Sorel a retenu du marxisme l'idée que ce sont les conflits, la violence, la lutte des classes... qui sont la source des changements, qui font avancer l'Histoire. Pour Sorel et ses disciples, l'évolution parlementaire du socialisme, l'idée de conquête du pouvoir par les urnes est contraire aux enseignements de Marx. Dans la première décennie de ce siècle, ils voient dans le syndicalisme la planche de salut du marxisme⁽⁸⁾. Il se trouve qu'en Argentine, comme dans d'autres pays, ce sont les idées de ces théoriciens, plutôt que celles développées par les militants ouvriers français de la CGT, qui se sont propagées sous l'appellation de "syndicalisme révolutionnaire" et c'est à ces idées-là que les militants de la FORA vont s'opposer.

Les anarchistes argentins observent à juste titre que «les "syndicalistes neutres", en rejetant tout compromis avec ce qu'ils appellent "les dogmes", admettent la conception fataliste du marxisme : ils confient au développement industriel des nations et à la prédominance toujours plus en-

⁽⁷⁾ Pour plus d'informations sur les anarchistes et la charte d'Amiens consulter Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, Tel Gallimard, p. 318 et suivantes.

⁽⁸⁾ Lorsque la CGT devint progressivement réformisme, les soréliens se rapprochèrent l'Action française avec l'espoir de faire sortir la bourgeoisie de sa lâcheté et donner un nouveau souffle à la lutte des classes. A la fin de sa vie, Sorel se déclara admirateur de Lénine et de la révolution russe, mais nombre de ses disciples – à l'image d'Humbert Lagardelle qui fut ministre du travail sous Pétain – évoluèrent vers le fascisme.

⁽⁹⁾ Emilio López Arango, Diego Abad de Santillán, op. cit., p. 49.

⁽¹⁰⁾ Ibid, p. 118.

vahissante du capitalisme la tâche de créer, chez les peuples et chez les individus, les aptitudes nécessaires pour préparer et réaliser la révolution»⁽⁹⁾. Or les militants de la FORA ne croient pas à l'idée suivant laquelle le développement du capitalisme produit en son sein sa propre contradiction. Pour eux la révolution ne coïncide pas avec l'aboutissement du processus capitaliste. Au contraire, le prolétariat «doit être une muraille qui arrête l'expansion de l'impérialisme industriel. C'est seulement ainsi, en créant des valeurs éthiques capables de développer, dans le prolétariat, la compréhension des problèmes sociaux indépendamment de la civilisation bourgeoise, que l'on arrivera à constituer les bases indestructibles de la révolution anticapitaliste et anti-marxiste : la révolution qui détruit le régime de la grande industrie et des trusts financiers, industriels et commerciaux...»⁽¹⁰⁾.

Au lieu de confier à une force extérieure la tâche de transformer le monde, les militants de la FORA comptent donc avant tout sur la force de leurs idées, ainsi que sur la combativité et la créativité du prolétariat conscient.

Dans le même esprit, la FORA refuse le postulat suivant lequel le syndicat constituerait l'embryon de la société future, l'idée de remplacer le pouvoir de l'État par celui du syndicat allant à l'encontre de ses principes antiautoritaires. Ses militants sont partisans de la libre association des producteurs et de la libre fédération des associations de producteurs et de consommateurs. Pour eux, le syndicalisme est le produit du système capitaliste et doit disparaître avec lui.

Les militants de la FORA avaient choisi de construire une organisation ouvrière, mais ils ne l'idéalisaient pas. Pour eux le syndicalisme n'était qu'un moyen, «une arme d'urgence qui ne contient pas d'autres promesses d'avenir que celles que peuvent lui donner les hommes qui s'en servent. Outre les services qu'ils rendent aux travailleurs pour se

défendre de l'exploitation capitaliste, ses organes sont d'efficaces véhicules pour la diffusion des idéaux anarchistes, mais les anarchistes ne peuvent oublier leur devoir de critique vis-à-vis de toutes les institutions...»⁽¹¹⁾ Cette critique s'appliquait aussi à la FORA, à laquelle ils refusaient d'attribuer un rôle dirigeant. Ils considéraient même que, durant les périodes révolutionnaires, l'organisation ouvrière pouvait être une entrave. Et que la spontanéité des opprimés, s'ils étaient porteurs des valeurs libertaires et aguerris par les luttes quotidiennes, était la meilleure garantie de succès.

Nous allons maintenant brièvement retracer les grandes lignes de l'évolution de ce "syndicalisme révolutionnaire" argentin auquel les militants ouvriers anarchistes de la FORA se sont tant opposés.

Le destin du "syndicalisme révolutionnaire" argentin

LES idées syndicalistes révolutionnaires ont été importées en Argentine par des intellectuels socialistes et c'est au sein du PS qu'elles ont tout d'abord été connues. Dès 1905, ce courant édite un périodique *La Acción socialista* et jette son dévolu sur la petite centrale syndicale du parti socialiste (PS) : l'Union générale des travailleurs (UGT). En 1906, le congrès du PS invite les "syndicalistes révolutionnaires" à quitter ses rangs. A ce moment-là, ils sont déjà parvenus à dominer les instances de l'UGT et, rejetant la voie parlementaire, ils se lancent à la conquête du mouvement ouvrier argentin. Pour cela, ils vont tenter de s'unifier à la FORA, qui est la centrale ouvrière majoritaire. Mais les différentes tentatives d'unification (1907, 1909, 1912) sont des échecs. Les militants de la FORA, attachés à la finalité communiste libertaire de leur organisation, opposent une fin de non recevoir à l'exigence de neutralité idéologique des "syndicalistes révolutionnaires".

Partant de leur volonté de voir la

classe ouvrière argentine réunie au sein d'un seul syndicat idéologiquement neutre, les dirigeants de l'UGT vont, au cours de la deuxième décennie du siècle, lancer une véritable OPA⁽¹²⁾ sur la FORA. En 1909, ayant réussi à gagner à sa cause quelques syndicats indépendants, l'UGT change son nom pour celui de Confédération ouvrière de la région argentine (CORA). S'agissait-il d'une tentative de créer la confusion par la ressemblance des noms ? En tout cas, les statuts de la nouvelle centrale syndicale, par leur rejet des partis politiques et du parlementarisme, sont très semblables à ceux de la FORA.

En 1914, la CORA s'auto-dissout et ses adhérents intègrent les rangs de la FORA. Par ce stratagème, ils parviennent, un an plus tard, en 1915, à faire adopter le principe de neutralité idéologique par le 9^{ème} congrès de la FORA. L'abandon de la finalité anarchiste ne fut pas acceptée par tous les militants et, en 1916, un certain nombre de syndicats décident de refuser les résolutions du 9^{ème} congrès et de maintenir la déclaration en faveur du communisme libertaire adoptée lors du 5^{ème} congrès de la FORA. A partir de ce moment-là et jusqu'en 1922, il y aura deux FORA : la FORA 5^º appelée aussi FORA "communiste" qui regroupe les organisations ouvrières se réclamant du communisme libertaire et la FORA 9^º ou FORA "syndicaliste" favorable à la neutralité idéologique.

En fait de neutralité, celle-ci allait rapidement être jetée aux orties. Les dirigeants de la FORA 9^º vont en effet se rapprocher du nouveau gouvernement radical de Yrigoyen qui accède au pouvoir en 1916.

Cette évolution de la FORA 9^º ne se fera pas sans provoquer de mécontentements parmi les travailleurs organisés, et beaucoup d'entre-eux rejoindront les rangs de la FORA 5^º; pourtant les contacts que la centrale "syndicaliste" va nouer avec le pouvoir contribueront à son développement. Le pouvoir va surtout s'appuyer sur le syndicat

⁽¹¹⁾ Mémoire présenté au Congrès de l'AIT, publié à Buenos Aires en 1924, cité in Antonio López, op. cit. Tome 2, p. 173.

⁽¹²⁾ Offre publique d'achat : stratégie boursière visant à acquérir la majorité des actions d'une société afin d'en prendre la direction. Le terme est utilisé ici au sens figuré.

des dockers puis sur celui des cheminots qui constituent la véritable colonne vertébrale du "syndicalisme révolutionnaire" argentin. L'appui gouvernemental et le développement de ces fédérations d'industrie vont de pair.

Les "syndicalistes" se rapprochent du gouvernement

Le leader radical, qui n'avait gagné les élections que d'une courte majorité, comprit rapidement l'intérêt qu'il avait à se rapprocher du mouvement syndical. Tout vote pris à l'abstention ou au parti socialiste était pour lui bienvenu. Durant les premières années de son gouvernement, Yrigoyen joue un rôle médiateur dans les grèves des dockers et des cheminots, permettant l'obtention de considérables avantages pour les travailleurs de ces secteurs. *«Les syndicalistes, quant à eux, toujours flexibles et pragmatiques, ne tardèrent pas à laisser de côté leurs principes anti-étatiques quand ils virent que l'appui du gouvernement s'avérait décisif pour l'obtention de leurs revendications et cultivèrent assidûment l'amitié du président»*⁽¹³⁾. Aux avantages pour la branche d'activité devaient s'ajouter des acquis plus individuels, comme l'obtention d'emplois au sein de l'administration, pour certains syndicalistes...

Avec la semaine tragique de janvier 1919, l'entente entre la FORA 9° et le pouvoir va cependant se détériorer. Rappelons que ces événements ont débuté par le massacre des ouvriers grévistes d'une entreprise métallurgique de Buenos Aires (quatre morts et quarante blessés). Au départ, seule la FORA 5° (anarchiste) appelle à la grève générale, la FORA 9° se limitant, dans un premier temps, à des protestations verbales. Mais, devant l'ampleur de la mobilisation populaire, la FORA 9° se joint au mouvement et tente d'en prendre la tête... pour rapidement appeler les travailleurs à reprendre le travail. Alors que la FORA 5° tente de développer la potentialité révolution-

naire de la mobilisation — nous sommes au lendemain de la révolution russe et les espoirs des travailleurs sont immenses — les dirigeants de la FORA 9° s'efforcent de circonscrire le conflit autour des ateliers Vasena où le massacre initial s'était produit.

Encore une tentative d'unification

MALGRÉ la répression qui accompagne ces événements, l'Argentine connaît une importante combativité ouvrière au début des années '20. Une nouvelle tentative d'unification du mouvement ouvrier se produit alors. En janvier 1921, une délégation du conseil fédéral de la FORA 5° assiste au congrès de la FORA 9° où le principe d'une réunification des deux organisations est adopté. Un comité pour l'unité constitué par cinq représentants de chacune des deux FORA et cinq représentants de syndicats autonomes se met au travail. Mais rapidement les anarchistes auront l'occasion de mettre à l'épreuve la volonté unitaire des "syndicalistes". En avril et mai 1921, une importante grève revendicative éclate au sein de l'entreprise La Forestal, dans la province du Chaco, au nord du pays. La FORA 5° fait alors appel à la FORA 9° pour organiser un vaste mouvement de solidarité avec les grévistes, mais la FORA 9° tergiverse, fait attendre sa réponse jusqu'au moment où l'armée intervient et écrase le mouvement. D'autres manquements à la solidarité ouvrière aggraveront le rejet de l'unité chez les adhérents de la FORA 5°. En août 1921, un référendum interne à la FORA 5° enterre définitivement le projet de fusion.

De son côté la FORA 9° poursuit le processus avec des syndicats autonomes et quelques organisations ouvrières ayant appartenu à la FORA 5°. En 1922, ces éléments constituent une nouvelle centrale appelée Union syndicale argentine (USA) qui adopte, dans ses statuts, les principes du syndicalisme révo-



⁽¹³⁾ Hugo del Campo, *El "syndicalismo revolucionario" (1905-1945)*, Centro Editor de America latina, Buenos Aires, 1986, pp. 13-14.

lutionnaire : unité du mouvement ouvrier, action directe, apolitisme... Partant de l'idée que le capitalisme est condamné à disparaître « *en raison du développement progressif (...) de la classe ouvrière organisée* », la USA fait sien le slogan « *tout le pouvoir aux syndicats* »⁽¹⁴⁾.

Voici comment la FORA 5° redevenue FORA tout court décrit les participants à ce processus : « *une coalition formée de socialistes, de syndicalistes, de communistes et d'anarcho-bolchéviques, après une nouvelle campagne systématique pour s'approprier la Fédération ouvrière régionale argentine, a réalisé un prétendu congrès d'unification, durant lequel (...) ils ont à nouveau changé le nom de leur organisme, pour l'appeler Union syndicale argentine* »⁽¹⁵⁾.

Faut-il adhérer à l'Internationale syndicale rouge ou à l'AIT ?

DES le départ, la USA est partagée entre la volonté d'unité affirmée dans les principes du syndicalisme révolutionnaire qu'elle adopte et les luttes intestines que se livrent, en son sein, les différents courants qui la composent. Les discussions sur l'adhésion à une internationale syndicale, en 1922, illustrent le problème. Certains de ses membres souhaitent alors voir la centrale adhérer à l'Internationale syndicale rouge (ISR) qui vient de se créer à Moscou, d'autres mènent campagne pour l'Association internationale des travailleurs (AIT) en voie de constitution à Berlin. La USA, qui a alors des contacts avec les deux organismes, décide d'organiser un référendum parmi ses adhérents pour savoir si elle doit se rendre au congrès de l'ISR ou à celui de l'AIT. Les résultats de ce vote, qui a lieu en octobre 1922, témoignent du rapport de force initial au sein de la USA. Soixante-neuf syndicats (17'557 cotisants) se déclarent opposés aux deux congrès. Vingt-trois syndicats (5617 cotisants) pour le congrès de

Moscou. Cinq syndicats (1'502 cotisants) pour celui de Berlin et sept syndicats (1.071 cotisants) pour la participation aux deux congrès.

Au nom de l'unité du mouvement ouvrier argentin, la USA renonça donc à s'affilier à une internationale syndicale. Mais cette "unité" allait être de courte durée. En 1926, les militants socialistes, entravés par la règle qui interdit aux responsables syndicaux d'être candidats à des élections, quittent la USA pour fonder leur propre centrale : la Confédération ouvrière argentine (COA). En 1929, ce sont les communistes qui abandonnent le navire pour constituer leur syndicat : le Comité d'unité syndicale classiste.

A la fin des années '20, le mouvement syndical argentin se retrouve donc complètement divisé à partir des critères idéologiques auxquels le "syndicalisme révolutionnaire" prétendait résister. Pourtant cette idéologie ne va pas disparaître pour autant. Tout en restant présente au sein du mouvement syndical, elle va subir un certain nombre de mutations qui l'amèneront à jouer un rôle important dans la gestation du péronisme.

Le 6 septembre 1930, a lieu le coup d'Etat du général Uriburu. La FORA est interdite, ses locaux sont fermés, ses militants sont poursuivis, détenus, déportés et même dans certains cas fusillés. Dès lors, l'organisation ouvrière anarchiste va connaître un inexorable déclin. Par contre, le "syndicalisme révolutionnaire" va se maintenir au travers de différentes mutations que nous allons brièvement évoquer.

Du "syndicalisme révolutionnaire" au péronisme

AU lendemain coup d'Etat, le syndicat socialiste COA et la USA fusionnent pour constituer une nouvelle organisation appelée Confédération générale du travail (CGT) en référence à la CGT française. Si cette réunification est à

⁽¹⁴⁾ Cité in Hugo del Campo, ibid. pp. 74-75.

⁽¹⁵⁾ Rapport de la FORA au congrès constitutif de l'AIT (1922), cité in Antonio López, op.cit. Tome 2, p. 169.

mettre en rapport avec la répression (bien que celle-ci vise surtout les anarchistes et les communistes), il faut aussi souligner le rôle joué par l'Union ferroviaire (UF). Cette fédération de tendance "syndicaliste révolutionnaire", avait adhéré à la COA (socialiste) car la USA lui reprochait sa trop grande centralisation. Au moment de la constitution de la CGT, elle compte, avec ses 45'000 adhérents, probablement plus de membres que la USA et la COA réunies.

Pendant les premières années, la CGT est dominée par les anciens de la USA et les membres de l'UF, donc par la tendance "syndicaliste révolutionnaire". Elle adopte une attitude extrêmement modérée vis-à-vis de la dictature. Les dirigeants syndicaux fréquentent la junte militaire et en arrivent à appuyer explicitement sa politique en 1933. A partir de 1934, au sortir de la crise économique, l'Argentine connaît un renouveau des luttes ouvrières, mais celles-ci ne sont pas soutenues par la direction de plus en plus bureaucratique de la CGT.

A la fin de 1935, la lutte de tendances internes entre "syndicalistes" et socialistes va prendre un tournant assez inattendu. Renforcés par l'adhésion des communistes qui — suivant les consignes du Comintern en faveur du front populaire — rejoignent la CGT, les socialistes s'emparent tout d'abord de la tête de l'UF, puis délogent de leurs locaux, par la force, les dirigeants "syndicalistes révolutionnaires" de la CGT. Il y a alors deux CGT, mais celle dirigée par les "syndicalistes" est la plus faible. En 1937, ceux-ci tentent de ressusciter la USA, c'est l'échec. A l'image de la FORA, la USA apparaît alors comme un vestige du passé. Cependant, les attitudes caractéristiques développées les années précédentes par les "syndicalistes révolutionnaires" se perpétuent sous le vernis socialiste de la nouvelle direction de la CGT. Les communistes et un certain nombre de socialistes émettent toujours les mêmes critiques qu'auparavant vis-à-vis de la nouvelle équipe dirigeant-



te. Ils lui reprochent son apolitisme, ses relations avec le pouvoir, ses manœuvres bureaucratiques pour se maintenir à la tête de la CGT... Selon Hugo del Campo, «il s'agissait de deux stratégies différentes qui ne répondaient pas seulement à des motivations idéologiques, mais aussi à des réalités objectives. Les grands syndicats des transports qui encadraient la majorité des travailleurs de leur secteur (...) pouvaient paralyser le pays. Pour obtenir leurs revendications, ils comptaient surtout sur leur propres forces. De plus leurs interlocuteurs n'étaient pas seulement les entreprises, mais aussi le gouvernement (...) plus l'image qu'ils présentaient était politiquement neutre, plus leur capacité de pression était importante (...). La majorité des autres syndicats ne réunissaient qu'une minorité des travailleurs de leur secteur (10% à 15% en moyenne) (...). Incapables d'obtenir leurs revendications par leurs propres forces, ils ne pouvaient espérer la solution de leurs problèmes que dans le cadre d'un changement politique global. C'est pourquoi, ils se sentaient attirés par l'idée du front populaire lancée par les communistes et qui comptait de nombreux partisans au sein du PS»⁽¹⁶⁾.

En 1943, ces divergences sont la cause d'une nouvelle scission. Une CGT n°2 dominée par les communistes se constitue, mais celle-ci est presque immédiatement interdite, suite au coup d'Etat du général Ramirez. C'est alors qu'un colonel du nom de Perón prend la tête du secrétariat au Travail mis en place par la junte militaire. Par une série de concessions à la classe ouvrière et d'habiles manœuvres (infiltration de la CGT...) Perón, qui se déclare partisan de la neutralité idéologique du syndicalisme, parvient petit à petit à gagner à sa cause une partie du mouvement ouvrier. L'un des premiers syndicats à lui être favorable est l'Union ferroviaire (UF) à la tête de laquelle il place un homme à lui : le colonel Mercante. Mais progressivement, un certain nombre de dirigeants de la CGT

⁽¹⁶⁾ Hugo del Campo, op. cit. pp. 17-18.

ainsi que Luis Gay, le secrétaire général de la USA, vont passer dans son camp.

En 1945, le régime militaire s'essouffle. Il doit faire face à une opposition de gauche, qui lutte pour la démocratie, et aux organisations patronales qui lui reprochent sa politique en faveur des ouvriers. Contraint à démissionner, Perón déclare au cours d'une manifestation radiodiffusée : *«L'émancipation de la classe ouvrière repose sur l'ouvrier lui-même»*. Il est emprisonné, mais quelques jours plus tard, par 21 voix contre 19, la direction de la CGT appelle à la grève générale *«pour la défense des conquêtes sociales, l'augmentation des salaires...»*. C'est l'occasion d'un gigantesque mouvement, en bonne partie spontané, en faveur de Perón qui est libéré. Il se porte immédiatement candidat aux élections présidentielles prévues pour février 1946. Un parti "travailliste" composé de syndicalistes se constitue pour le soutenir. Il a face à lui une "Union démocratique" qui réunit la quasi totalité de la classe politique, des conservateurs aux communistes. C'est alors qu'un événement va favoriser l'irrésistible ascension de Perón.

En janvier 1946, les patrons refusent de payer aux ouvriers le treizième salaire adopté par un décret du secrétariat au travail. Ils reçoivent le soutien des communistes et des socialistes. La grève ouvrière qui se produit alors a, quant à elle, l'appui du gouvernement militaire encore en exercice ! La gauche a définitivement perdu sa crédibilité parmi les travailleurs. Avec un programme à la fois nationaliste et socialiste, Perón emporte les élections par 1'478'000 voix contre 1'212'300.

Début 1947, le parti travailliste se transforme en parti péroniste. Le syndicaliste Luis Gay qui s'oppose à ce changement est accusé d'intelligence avec l'ennemi et disparaît de la vie politique. Les syndicats sont progressivement purgés des vieux leaders syndicaux qui sont remplacés par des hommes de l'entourage de Perón. En 1950, la

CGT intègre le parti péroniste et devient le pilier d'un régime de plus en plus autoritaire...

En guise de conclusion

En suivant pas à pas le triste destin du "syndicalisme révolutionnaire" argentin, on se dit que les mises en garde de la FORA à l'encontre de la neutralité idéologique du syndicalisme avaient quelque chose de prémonitoire. Un mouvement qui se prétend sans idéologie, qui abandonne ses valeurs éthiques au nom de la lutte des classes, de l'efficacité immédiate, a bien des chances d'être récupéré par le premier démagogue venu.

Faut-il reprocher aux militants de la FORA une trop grande raideur idéologique ? Peut-on dire que les compagnons argentins auraient dû agir autrement qu'ils ne l'ont fait ? Nul ne peut réécrire l'Histoire.

La FORA, comme d'autres mouvements de résistance au capitalisme de la même période, s'est trouvé confrontée à des phénomènes adverses d'une telle ampleur, qu'elle a finalement été marginalisée. Parmi ces phénomènes on peut citer : l'expansion économique, la répression, les coups d'Etat militaires, l'immense espoir suscité par le mirage de l'URSS et peut-être surtout l'idéologie productiviste commune au marxisme, au libéralisme, au nationalisme...

Une règle non écrite veut que les "vaincus", les oubliés de l'Histoire, n'aient pas droit au chapitre. C'est pour cela peut-être que l'anarchisme ouvrier de la FORA est tellement méconnu. Certes l'Argentine n'a pas vécu, à la différence de l'Espagne, de bref été de l'anarchie. Cela dit, il faut relever que les mouvements qui s'en sont tenus aux principes du syndicalisme révolutionnaire sans être récupérés par le système, comme les Industrial Workers of the World (IWW) aux Etats-Unis, même s'ils sont plus connus, n'ont pas eu, dans leur pays, la même importance que la FORA. Le fait que l'Argentine soit un pays périphérique explique



peut-être pourquoi on connaît si mal son histoire. Quoi qu'il en soit, si l'on veut travailler à un renouveau de l'anarcho-syndicalisme, les élaborations des militants qui nous ont précédés constituent un matériel de

réflexion utile, non pour en faire une orthodoxie — ce qui serait contraire à l'esprit de leurs auteurs — mais comme instruments critiques. □



L'été des brigands

DU 26 au 28 août, une bande d'anarchistes de plusieurs pays : Italie, France, Suisse, et d'expériences diverses se sont rencontrés dans une auberge désaffectée, à Saint-Imier, où Bakounine avait l'habitude de se réunir. Le but de cette rencontre n'était pas la célébration d'une liturgie du souvenir où le vieux russe serait pleuré dans les chants nostalgiques, accompagnés par des discussions plus ou moins oiseuses sur l'actualité de ses écrits. Il s'agissait de continuer des rencontres qui ont commencé en Italie en 1991, de renforcer des liens, de diffuser la pratique de l'action directe, de l'autogestion et surtout la recherche d'affinités réciproques.

Lors du vol d'une maison, comme d'habitude, l'activité est assez intense, le nettoyage, l'installation occupent et

fatiguent. Quelle contradiction à assumer pour des gens qui vivent le non-travail !

Une heure après l'occupation, arrivèrent sergent Garcia et acolyte dans leur bel uniforme :

- Bonjour, qu'est-ce qui se passe ici ?

- Oh rien, c'est juste une occupation.

- Mais je sais pas si vous avez pas le droit.

- Ah bon, de toute façon on est là pour la fête de la lune noire.

- J'vais voir si vous pouvez rester.

La réaction de l'État fut d'envoyer le lendemain des pandores moins couillons qui profitèrent d'un état de béatitude bucolique pour pénétrer dans les lieux. Ils furent entourés par des voleurs de maisons qui se placèrent devant leur champ visuel. Lors

de la discussion, les condés firent savoir que si l'occupation n'était pas provisoire, il y aurait problème. Une fois de plus on mesure la bêtise des serfs de l'État qui ne comprendront jamais que la propriété c'est le vol.

Toujours est-il que la répression, du moins en Suisse, se fait moins avec l'évacuation violente et plus de manière invisible. C'est ce que l'on peut appeler la stratégie du vide : réagir indirectement face à une action directe. Dans ce cas, la pression ne se faisait pas trop sentir, il y eut un creux. Les langues, les situations et les horizons divers créent des pratiques diverses. A cause de ces différences, du fait du vide, tout relatif, laissé par l'État, des discussions eurent lieu. Il n'y avait pas urgence, les sujets devinrent un peu plus théoriques. Pour ne pas tomber dans le bla bla, la bande confronta les pratiques de ses membres. Ici naquirent des malentendus issus de problèmes de traduction et de

la confrontation de fortes personnalités. Bref il y a eu des polémiques, ce qui révèle une gestion de réunion fort différente de lieu en lieu. Mais ces différences portaient plus sur la manière qu'ont les individus de s'exprimer, que sur le fond. La discussion, qui avait pour thème l'argent, oscillait entre le stérile et le passionnant. Trois attitudes se sont dessinées.

1. L'argent n'est pas un problème dans le groupe, car ce qui est acheté est vendu au prix coûtant.

2. L'argent est le problème central, il impose un rapport marchand entre les individus et remplace la confiance.

3. L'argent est aussi un problème, mais on ne peut pas le rejeter, le problème c'est son emploi. Il faut toujours viser à employer les gains pour des activités politiques.

A partir de ces trois points, se développa une discussion dense et un peu fouillis qui donnera lieu à un prochain article. □



URUGUAY

RÉPRESSION ET ASSASSINATS CONTRE LE DROIT D'ASILE

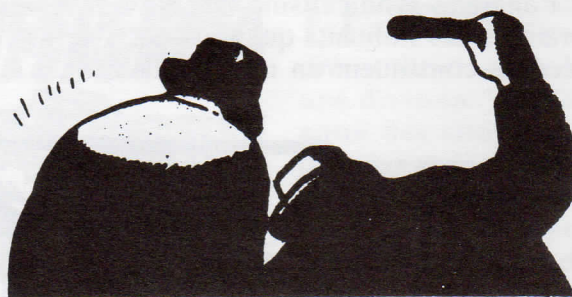
LE mercredi 24 août, à Montevideo, la police a déclenché une répression sans précédents contre une manifestation de près de cinq mille personnes organisée en soutien à trois réfugiés basques. Des enfants, des vieillards, des journalistes, des médecins et infirmières qui s'occupaient des blessés ont été violemment tabassés. La police n'a pas hésité à tirer sur la foule, tuant deux personnes (un syndicaliste actif dans les mouvements de quartiers et un jeune ouvrier) et en blessant des dizaines d'autres.

ACCUSÉS d'appartenir à l'ETA et faisant l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement espagnol, les trois réfugiés basques avaient entamé une grève de la faim, puis de la soif qui a entraîné leur hospitalisation. De nombreuses voix se sont alors faites entendre au sein de la population uruguayenne

exigeant, pour eux, le respect du droit d'asile. Ce droit est une tradition de ce pays (au début du siècle et jusque dans les années '30, les anarchistes persécutés en Argentine trouvaient refuge en Uruguay).

LA manifestation du 24 août était soutenue par le syndicat PIT-CNT, le "Frente Amplio" ainsi que par tous les secteurs de la gauche et du mouvement libertaire. Il était 20 heures, quand les manifestants se sont retrouvés devant l'hôpital où étaient détenus les réfugiés. C'est alors que les lumières se sont éteintes, les communications téléphoniques de la zone ont été interrompues et que la police s'est mise à tirer dans la foule.

POURQUOI le ministre de l'intérieur Gianola et le président Lacalle ont-ils ordonné une pareille répression contre une manifestation populaire ? Une partie de la réponse se trouve peut-



être dans le passé récent de l'Uruguay qui a connu vingt-cinq ans d'une dictature sanglante, avec des centaines de disparus, des morts sous la torture, des prisonniers, des exilés... Depuis 1985, le pays est revenu à un système démocratique, mais les responsables des crimes commis durant la dictature ont obtenu une loi d'impunité qui les met à l'abri de toute poursuite. Il est vraisemblable qu'un certain nombre d'entre eux se trouve toujours à différents échelons de l'appareil d'Etat.

D'AUTRE part, la création du marché commun du sud (MERCOSUR) et

la politique néo-libérale du gouvernement ont constitué un coup dur pour l'industrie uruguayenne. Plus de 70'000 emplois ont été perdus. Afin d'éviter le plus possible la contestation populaire, le gouvernement s'est efforcé d'intégrer une bonne partie des dirigeants syndicaux dans des structures institutionnelles. Il est assez logique qu'il essaye d'intimider et d'étouffer dans l'œuf les mouvements qui sortent de ce cadre. □



BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS
SOUTIEN



20 FRs (80 FF)
30 FRs OU PLUS

NOM:-----PRÉNOM:-----

ADRESSE:-----

NP:-----LOCALITÉ:-----PAYS:-----

Retourner à: **Réflexions Sociales** Case postale 172 - CH-1000 Lausanne 6 Ouchy
Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5 - CH - 1227 Carouge GE

SOMMAIRE

Editorial
contre le racisme et
l'extrême-droite

Une tentative de
récupérer Stirner

Arrestations en Suisse

Ex-U.R.S.S. : entretien avec
Vadim Damier

U.S.A. : Liberté pour
Leonard Pelletier

Vingrau : un petit village
gaulois...

Histoire : la F.O.R.A.